

T2137-478-8,00 F

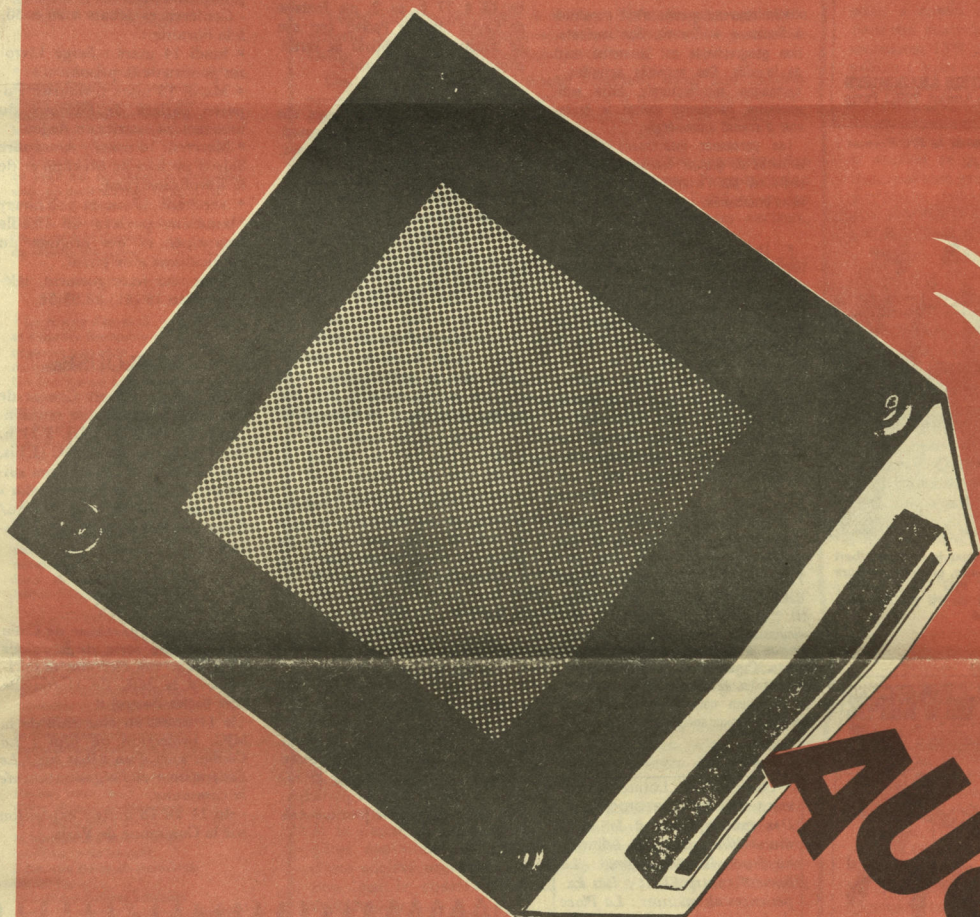
UNIVERSITÉS ISSN 0026-9433  
Bibliothèque de Documentation

# le monde heβδο Libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N° 478 JEUDI 10 MARS 1983 8,00 F




après les élections ...

**AUSTERITÉ**

Fop. 2520-

# NON



## À LA TRIQUE MILITARISTE !

**FAISONS ABROGER LE PROTOCOLE D'ACCORD "ARMÉE/ÉDUCATION"**

FEDERATION ANARCHISTE  
145, rue Amélot 75011 Paris

Affiche éditée par le Secrétariat aux relations extérieures de la FA. Format : 92 x 65. Prix : 5 F l'unité ; 0,95 F à partir de dix exemplaires.

...droite, gauche... droite... gauche... droite, gauche...

**Ne marchez plus au pas électoral!**

Dans les villes, dans les entreprises gérons nous-mêmes nos affaires!

Groupes de Marais de la Fédération anarchiste, 145, rue Amélot 75011 Paris, Tél. : 805.34.08

Autocollant édité par le groupe du Marais de la FA. Prix : 2 F l'unité ; 0,40 F à partir de 10 exemplaires.

**Le pouvoir est maudit, c'est pour cela que je suis anarchiste!**

LOUISE MICHEL



Poster de Louise-Michel édité par le groupe Michel Bakounine. Format : 45 x 60. Impression noir sur fond rouge. Prix : 10 F pièce ou 7 F à partir de 10 exemplaires. En vente à Publico.

Pierre-Joseph Proudhon : *Philosophie de la misère*  
Karl Marx : *Misère de la philosophie* (annoté par Proudhon)

La plus célèbre polémique du mouvement social vient enfin d'être éditée en version intégrale par le groupe Fresnes-Antony de la Fédération anarchiste. A ce jour, en effet, aucune édition complète n'avait été réalisée. Prix des trois tomes : 150 F ; chaque : 60 F. En vente à la librairie du Monde libertaire.

Pour nous aider à financer cette édition, le poster ci-dessous a été tiré. Prix : 5 F, format : 58 x 45,5.

### Etre gouverné

c'est, sous prétexte d'utilité publique, et au nom de l'intérêt général, être rançonné, exploité, monopolisé, mystifié, volé, puis, au premier mot de plainte, jugé, condamné, emprisonné, fusillé, déshonoré...

FEDERATION ANARCHISTE 145, rue Amélot 75011 Paris

TOUTE ELECTION EST UNE SOUMISSION

CHASSON doit mourir éligible dans son rôle

REVOLUTION AUTOGESTION FEDERALISME

FEDERATION ANARCHISTE

Affiche éditée par le groupe Albert Camus de Toulouse, en deux couleurs (noir et rouge). Prix : 5 F l'unité ; 0,60 F à partir de 10 exemplaires. Format : 44 x 56.

LA VOIX DU PEUPLE

Ab, grand leader... le dit être sur le Peuple!

Poster édité par le groupe Sacco-Vanzetti. Format : 40 x 50. Prix : 25 F. En vente à Publico.

*Le Riflard* n° 10, journal local du groupe de Montreuil-Rosny de la FA est paru. Il est disponible à la librairie du Monde libertaire.

Permanence des Relations intérieures : le samedi, de 14 h 30 à 18 h, au 145, rue Amélot, Paris-11<sup>e</sup> (m<sup>o</sup> République), tél. : 805.34.08.

**Le Monde libertaire est en vente dans tous les kiosques des gares et les principales maisons de presse. Pour nous aider à limiter le nombre d'invendus, achetez-le toujours au même endroit ou mieux encore : abonnez-vous !**

COMMUNIQUÉS

• Le groupe Albert Camus de Toulouse informe ses sympathisants et toutes les personnes intéressées qu'il tiendra ses permanences dans les locaux du CEAC (Cercle d'études Albert Camus) au 1 bis, rue Gramat, le jeudi de 18 h 30 à 20 h et le samedi de 15 h à 18 h 30, ceci en plus de la table de presse du dimanche à Saint-Sernin.

• Un nouveau groupe s'est constitué à Toulouse - Transit. Son implantation géographique est la moitié nord de la ville. Ses activités actuelles : campagne anti-électorale, lutte anti-nucléaire, campagne contre le protocole d'accord armée-école...

Les personnes intéressées par les activités du groupe Transit peuvent le contacter par l'intermédiaire des Relations intérieures.

• Le groupe FA du Morbihan tiendra des permanences tous les vendredis de 19 h à 21 h, à la bibliothèque de la rue du Château, à Auray. Des livres et des revues provenant de la librairie du Monde libertaire y seront exposés et prêtés gratuitement.

En outre, ce groupe appelle toutes les personnes intéressées par l'abrogation du protocole d'accord Henu Savary (armée-école) à prendre contact avec lui aux jours et heures indiqués ci-dessus.

• Vous habitez la Charente maritime. Vous ne tolérez plus l'intolérable. Vous voulez changer les choses et la vie... Prenez contact avec le groupe Michel Bakounine, BP 284, Rochefort cedex, tél. : (46) 47.67.39. Programme des réjouissances : confection et distribution de tracts, affiches. Discussions. Débats. Organisation de réunions publiques. La révolution au présent et au quotidien comme partie prenante de la révolution sociale libertaire.

Le groupe Louise-Michel vient d'éditer une brochure : *Des municipalités à la commune libertaire*, aux éditions La Rue. Au sommaire : *La Société contre l'Etat ; Les Expériences alternatives ; La Place de la commune dans la société française ; L'Intervention des anarchistes aujourd'hui*. Prix : 14 F. En vente à Publico.

Sommaire

- PAGE 2 Activités des groupes FA
- PAGE 3 En bref
- Communiqué Bonne fête
- Editorial
- PAGE 4 Grève des étudiants en médecine Citroën-Aulnay Mineurs en grève à Carmaux
- PAGE 5 Les cercles de qualité
- PAGE 6 Réflexions sur la psychiatrie L'audiovisuel
- PAGE 7 Histoire de l'enfermement
- PAGE 8 Les vautours du Vatican Dom... Le changement ?
- PAGE 9 Informations internationales
- PAGE 10 Radio-Libertaire
- PAGE 11 Livres, théâtre, invités de R.-L.
- PAGE 12 Un système bordélique Capital-Travail

Rédaction-Administration  
145, rue Amélot Paris 11<sup>e</sup>  
Directeur de publication  
Maurice Joyeux  
Commission paritaire n° 55 635  
Imprimerie « Les Marchés de France »  
44, rue de l'Ermitage, Paris 20<sup>e</sup>  
Dépôt légal 44 149 - 1<sup>er</sup> trimestre 1977  
Routage 205 - Publi Routage  
Diffusion SAEM Transport Presse

COMMUNIQUÉS

• Les libertaires intéressés par la création d'un groupe FA à Avignon et ses environs peuvent prendre contact avec les RI qui transmettront.

• En vu du prochain gala de soutien du groupe de Marseille, toute personne intéressée (artistes, musiciens, etc.) pour participer au spectacle est invitée à prendre contact avec le groupe lors de sa permanence du samedi, de 14 à 17 h, au 3, rue Fontaine de Caylus (dans le Panier), ceci afin de discuter des conditions de participation. Faites passer le mot !

• Le groupe de Tours assure une vente du *Monde libertaire* le samedi, de 15 h à 17 h, rue de Bordeaux.

• Le groupe du 3<sup>e</sup> arrondissement de Paris vend *Le Monde libertaire* tous les dimanches matin, de 10 h à 12 h, au marché du 3<sup>e</sup> arrondissement de Paris (marché des Enfants rouges), rue de Bretagne (m<sup>o</sup> Temple).

• Le groupe Francisco Ferrer de Lorient existe depuis le 2 mars. Il invite tous les sympathisants de la région à se faire connaître. Pour tout contact, écrivez aux RI qui transmettront.

Le numéro 12-13 de *Drapeau noir*, journal édité par le groupe Proudhon de Besançon vient de paraître. Il est disponible à la librairie du Monde libertaire.

BESANÇON

Le groupe Proudhon de Besançon organise une réunion publique, le mardi 29 mars, à 21 h, salle Battant sur le thème suivant : *Antimilitarisme et régime socialiste*. Avec la participation de membres du journal *Aviz de Recherche*.

ANGERS

Le groupe d'Angers de la Fédération anarchiste organise du lundi 14 au samedi 19 mars 1983 une *Semaine sur le livre anarchiste*, à la librairie La Tête en Bas, 17, rue des Poëliers, 49000 Angers.

- Nombreux livres sur l'anarchisme en vente à la librairie.

- Exposition permanente dans la seconde salle sur cent ans de presse anarchiste.

- Conférences-débats à 20 h 30, à la librairie :

• lundi 14 mars : Serge Livrozet parlera de la prison.

• Mardi 15 mars : Maurice Poperey parlera de l'histoire du mouvement ouvrier en Anjou.

• Mercredi 16 mars : Alexandre Skirda parlera de Makhno et de la Révolution russe.

• vendredi 17 mars : Thierry Flammant parlera de l'Ecole émancipée et des origines du syndicalisme enseignant.

Pour tout renseignement, téléphoner au 16 (41) 88.93.58.

TOULOUSE

Le groupe Albert Camus de Toulouse organise une réunion-débat, le jeudi 24 mars, à 21 h, dans les locaux du CEAC (1 bis, rue Gramat) sur les thèmes suivants : l'armée et le « nouveau » pouvoir ; les accords Henu-Savary ; l'objection de conscience.

CAEN

Le groupe anarchiste de Caen organise une série de réunions à l'occasion des élections municipales, à la MJC de Hérouville (Les Belles Portes) :

- le 11 mars, au ciné-club de la MJC, projection du film : *La Cécilia*, suivi d'un débat sur : *Le Fédéralisme et l'organisation de la commune*.

- du 11 au 18 mars : exposition sur la Commune de Paris.

**Tarifs d'abonnement au « Monde libertaire » jusqu'au 1<sup>er</sup> avril 1983**

TARIF	France	Sous pli fermé	Etranger	LE MONDE LIBERTAIRE
13 n°	70 F	80 F	100 F	1 Rédaction Administration
25 n°	130 F	150 F	190 F	145 rue Amélot 75011 Paris
50 n°	250 F	280 F	350 F	Tel. 805.34.08

ABONNEMENT DE SOUTIEN : 300 F Paiement à l'ordre de Publico

**BULLETIN D'ABONNEMENT**  
à retourner 145, rue Amélot, 75011 Paris (France)

Nom ..... Prénom .....

N ..... Rue .....

Code postal ..... Ville .....

a partir du N ..... (inclus) Pays .....

Abonnement  Redoublement  Abonnement de soutien

Chèque postal  Chèque bancaire  Mandat lettre

Reglement en espèces au bulletin

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4F en timbre poste

TARIFS ABONNEMENTS AU 1/4/83 (TVA COMPRISE)

	France	Sous plis fermé	Etranger
13 n°	85 F	95 F	120 F
25 n°	155 F	180 F	230 F
50 n°	300 F	335 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F

en bref... en bref...

• Protocole d'accord Hernu/Savary (suite)... Les réunions et prises de position se multiplient. Les membres de la liaison régionale anarchiste du Sud-Ouest se sont réunis le 5 février 1983. Ils affirment leur totale opposition à ce protocole et appellent tous les parents d'élèves, enseignants, élèves... à soutenir la campagne d'abrogation.

• Le numéro 3 de la nouvelle série des dossiers *Avis de recherche* (revue antimilitariste) est paru. Numéro spécial sur les squatts, la situation en Angleterre, Italie, Hollande, Allemagne et France (de Georges Cochon en 1913 aux occupants rénovateurs), avec un petit manuel du squatter. Prix : 10 F (*Avis de recherche* : BP 53, 75018 Paris cedex 18). En vente à la librairie du Monde libertaire.

• Le groupe d'actions et d'études libertaires organise une série de conférences-débats. Les prochaines auront lieu le vendredi 25 mars 83 à 20 h 30. Thème : « Unir, une dissidence du Parti communiste français à partir de 1945 », par F. Chauvet, spécialiste de cette question ; et le 22 avril, à 20 h 30. Thème : « Se soigner et se guérir par la naturopathie », par Patrick Imbeaud, naturopathe. Lieu : 8, rue de l'Ange, 63000 Clermont-Ferrand.

• A la suite d'une réunion informelle qui s'est tenue le 22 janvier 1983 entre des libertaires de Lyon, Grenoble et Bourgoin-Jallieu, il a été jugé utile de proposer la tenue d'une réunion-débat qui rassemblerait tous les groupes et sympathisants libertaires de la région (Savoie, Haute-Savoie, Rhône, Isère, etc.). Cette réunion se déroulera le 12 mars 1983 à la Maison des associations (ex-Bourse du travail), 2 bis, rue Berte-de-Boissieux, 69000 Lyon, autour des thèmes suivants : - prise de contact au niveau régional, présentation des activités existantes et des projets ; - inventaire des ressources matérielles et humaines des groupes et individus de la région. Possibilité de mise en commun de ces ressources et possibilité d'intervention en commun.

• La plupart des prisonniers politiques au Zaïre sont détenus sans inculpation ni jugement et sont souvent torturés. Amnesty internationale au eu connaissance de plus de deux cents personnes accusées d'opposition politique. Les témoignages sur la pratique de la torture sont nombreux. D'autres font état d'une série d'assassinats délibérés commis par des unités de l'armée sur des personnes soupçonnées d'opposition dans les villages.

• Un comité s'est créé sur les 5<sup>e</sup> et 13<sup>e</sup> arrondissements de Paris, dont le but est l'abrogation du protocole d'accord entre Hernu et Savary (symbole de l'armée et de l'école...). Pour tout contact, écrivez au Comité de résistance à la militarisation de l'éducation (CRME), au 11, rue Barrault, 75013 Paris. Une première réunion se tiendra le 16 mars, à 20 h, au 27, av. de Choisy, 75013 Paris.

Abstention révolutionnaire aux municipales (Communiqué)

VÉRITABLE donnée de fait, la commune constituait autrefois un groupement naturel d'habitants, avant d'être organisée en circonscription territoriale et administrative dépendante de l'Etat, chargée de la gestion des intérêts locaux.

Toute l'action de l'Etat à travers l'histoire est envisagée comme un effort constant en vue d'effacer tout particularisme économique, linguistique et culturel.

Les municipales maintiennent l'électeur dans une illusion permanente tendant à lui faire croire à une éventuelle intervention au sein du conseil municipal et à la possibilité d'une quelconque pression légale sur les élus.

Les élections offrent surtout des possibilités innombrables aux divers appareils politiques : des permanents, l'appropriation ou le détournement de l'infrastructure sociale, l'utilisation des fonds, la création de tout un réseau de débiteurs sociaux, financiers et autres.

Gagner la bataille des élections municipales, pour la gauche ou la droite, des extrêmes au centre, perpétue le maintien, dans l'appareil administratif et d'Etat, d'un fonctionnement particulier fait avancer les intérêts de sa fraction au sein de la classe possédante et sauvegarde un moyen de pression sur le pouvoir.

Aujourd'hui, l'enjeu des municipales sert à mener une campagne qui vise beaucoup plus les prochaines élections législatives et même présidentielles que la simple élection de conseillers municipaux. Les listes se présentent sous l'étiquette de tel ou tel parti politique, et les municipales revêtent bien l'enjeu d'un test électoral pour les formations politiques qui briguent toutes l'accès au pouvoir.

Consciente de ces contradictions, la Fédération anarchiste les a dénoncées et combat la démarche actuelle du gouvernement socialiste qui tend, par le biais des conseils d'atelier, d'une remodification des attributions des commissions paritaires, à faire non seulement supporter la crise économique aux travailleurs, mais à les intégrer et à avancer la carte de la cogestion.

En vérité, et quels que soient leurs résultats, ces élections ne changeront rien aux conditions de l'homme dans sa ville, car celle-ci est prise dans un cadre politique et économique qui lui retire toute véritable autonomie.

Voter aux élections municipales en faisant une distinction entre elles et les élections parlementaires, c'est renforcer l'équivoque et parer la commune de vertus que seule son autonomie pourrait lui conférer.

Pourquoi passer par un système autoritaire si la maturité et la capacité politique des travailleurs leur permettent de gérer eux-mêmes les affaires communales par l'édification d'une société organisée de bas en haut par la libre association, par le contrat fédératif où la fraternité et l'entraide vont de pair ?

La Fédération anarchiste dénonce la leurre des élections municipales et des possibilités de changement par la voie électorale, et appelle à l'abstention révolutionnaire.

Fédération anarchiste

BONNE FÊTE !

EN tant que groupe du XV<sup>e</sup> arrondissement de Paris, nous avons organisé l'année dernière, pour la première fois, une fête. Le succès de celle-ci nous avait encouragés à recommencer. Voilà qui est fait. Plus de deux cents personnes, cette année encore, ont participé à la fête que nous avons organisé le 26 février dernier.

En cette période électorale, il nous paraissait important d'expliquer le pourquoi de notre abstention, et de formuler des propositions pour une gestion anarchiste de la commune.

D'autres groupes, dans d'autres quartiers de Paris, dans différentes villes de province, ont organisé des réunions sur ce thème ; pour notre part, nous avons réalisé une exposition sur *La Commune anarchiste* que nous avons présentée lors de la fête. Nous y abordions des problèmes tels que l'information, les logements, la santé, les transports, l'énergie, en essayant de mettre en parallèle les critiques de la société actuelle et nos propositions pour une société libertaire, une commune anarchiste.

La soirée s'est poursuivie par une partie artistique, animée par Philippe Didier. Nous le connaissons bien ; il était venu chanter Brassens l'an dernier. Cette année, il a mis en musique des poèmes de Pierre Reignier et nous en a présenté le résultat. C'était une innovation... et un succès !

Pour finir, tout le monde a trouvé son compte dans un bal où se mêlaient valse, pasos, jvas, rocks... Cette fois encore, le succès nous incite à nous donner rendez-vous à l'année prochaine.

Groupe Eugène Varlin

Editorial

RÉPONDANT une fois de plus à l'appel des pouvoirs publics, plusieurs millions de Français ont docilement rempli leur « devoir » de citoyens. Soucieux de se doter d'administrateurs « efficaces », ils ont choisi par le vote-délégation de pouvoir les hommes qui règneront sur les trente six mille communes de France et qui, consciemment ou non, participeront directement au fonctionnement et au renforcement de ce monstrueux appareil étatique qui tarit toute la dynamique et toute la force créatrice du corps social.

Si d'aucuns croyaient percevoir une certaine lassitude des citoyens électeurs en fin de campagne, ce premier tour des élections municipales a connu malgré tout un franc succès et le corps électoral dans son ensemble n'a pas boudé les urnes. Loïn s'en faut, puisque seulement 18% des électeurs ne se sont pas déplacés et ont préféré vaquer à leurs occupations coutumières.

Toute la gent politicienne respire mieux. Oh merveille ! le système fonctionne parfaitement, et chacun de se féliciter et de se louer du grand sens civique de nos concitoyens.

Considéré comme le premier test politique depuis le 10 mai 81, le résultat de ce premier tour des municipales, même s'il ne constitue pas une grande surprise, semble néanmoins modifier l'équilibre des forces politiques dans le pays, modification renforçant le poids électoral des partis de droite.

Compte tenu des premiers résultats, avec seulement 46% des voix exprimées, la gauche perd dans son ensemble un nombre important de villes et devra, s'il lui reste encore suffisamment de voix, mener pour le deuxième tour une contre-offensive des plus énergiques, afin de limiter l'ampleur de sa défaite.

Pour l'opposition, 52% des voix (à l'heure où nous mettons sous presse) lui confère déjà le titre de grand vainqueur, et gageons que celle-ci fera tout pour qu'au deuxième tour la majorité ne puisse se resaisir.

Quant à nous, anarchistes, ces élections nous enseignent que la très forte mobilisation de l'électorat et le renforcement de l'opposition doivent nous faire redouter une intense offensive contre le monde du travail. Quel que soit le résultat du deuxième tour, il nous faut dès à présent nous mobiliser et défendre avec la plus ferme détermination, à partir de nos propositions, tous les acquis de la classe ouvrière. Car la très vraisemblable dévaluation du franc et les mesures d'austérité accompagnant celle-ci vont concourir au tragique renforcement des inégalités et de l'injustice sociale dans tout le pays. Plus que jamais nous devons tenter de faire face à une situation qui, tout au moins sur le plan économique, ne peut que nous faire redouter le pire.

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

DEPUIS 1980, les travailleurs de l'IME d'Argenteuil étaient en lutte contre l'association municipale gérant l'Institut Makarenko (IME), 1, rue des Pieux à Argenteuil.

En 1981, les travailleurs de l'IME créent un comité de défense afin de défendre plus efficacement leurs revendications. La lutte s'intensifie et les accusations contre l'association municipale sont graves : « Non-assistance à personnes en danger, manipulation, non respect des droits des travailleurs, etc. » (1). La réaction du conseil d'administration ne se fait pas attendre : il choisit la méthode la plus directe, c'est-à-dire le licenciement.

Aujourd'hui, la quasi-totalité du corps médical a été limogée et remplacée. Quant à ceux qui restent, la menace de licenciement pèse toujours sur leur tête.

Le plus malheureux, dans cette histoire, c'est que ce conflit ne concerne pas que des travailleurs en lutte pour sauvegarder leurs intérêts, mais également une cinquantaine d'enfants dits « inadaptés ».

Face à ces actes d'autoritarisme dignes du plus pur fascisme, le comité de défense a interpellé toutes les instances juridiques et administratives pouvant intervenir et mettre fin à ce scandale. Académie, DDASS, ministères, prud'hommes, tribunaux, etc., comme d'un commun accord, ont étouffé l'affaire en cautionnant l'action de la municipalité... jusqu'à M. Mondargent, député-maire d'Argenteuil, hurlant à la diffamation (...).

En ce qui nous concerne, nous estimons que (...) ces manœuvres d'intimidation, ces abus de pouvoir sont des insultes aux droits de l'homme et par conséquent à tout homme se battant pour la liberté. La mairie d'Argenteuil a des comptes à rendre à la population : il serait bon qu'elle s'explique rapidement sur cette affaire !

Nous appelons toutes les personnes soucieuses de la liberté à écrire et à téléphoner à la mairie d'Argenteuil, afin de réclamer des explications sérieuses. S'adresser à : M. Mondargent, député-maire d'Argenteuil, mairie d'Argenteuil, BP 721, 95107 Argenteuil Cedex, tél. : 961.14.74., postes : 14-75 et 14-76.

Nous vous demandons de nous envoyer un double de votre courrier à : Groupe Kropotkine, librairie Publico, 145, rue Amélot, Paris-11<sup>e</sup>.

Groupe anarchiste Kropotkine

(1) Cf. Le Fantôme de Staline plane sur l'IME d'Argenteuil, ML n° 477, page 5.

ERRATUM

Dans la colonne des *En-Bref* du ML du 10 février 83, un communiqué indiquait qu'un hôtel de Barcelone consentait 10% de réduction sur tous ses prix toute l'année pour tout adhérent à l'AIT. L'information était exacte, mais l'adresse fautive la responsabilité en incombe à l'écriture exécutée du rédacteur du texte. Voici l'adresse exacte : Hôtel principal, Junta del Comercio, Barcelona-1, tél. 318.89.70. C'est tout près de Las Ramblas, à deux pas de la station de métro Liceo.



## Grève des étudiants en médecine

**D** EPUIS le vendredi 11 février, le jour où débuta la grève des étudiants en médecine au Centre hospitalier universitaire (CHU) Saint-Antoine, un certain nombre d'actions ont été entreprises contre la nouvelle loi régissant les études médicales.

Ainsi, le vendredi 18 février, une déclaration commune était élaborée : « les étudiants en médecine s'opposent à la mise en place d'un examen obligatoire classant et validant à la fin du deuxième cycle les études de médecine ». Dans le même temps, des juristes étaient consultés afin de connaître les démarches nécessaires permettant la modification de la loi par la voie parlementaire.

Le comité inter-CHU de Paris élaborait, le 21 février, la « plateforme des critiques sur l'analyse de la loi n° 82 1098 du 23 décembre 1982 », en vue de négociations ultérieures avec les ministères concernés. Une commission inter-CHU avait ainsi effectué une analyse du texte de la loi pour en dénombrer les dangers et déterminer les interprétations possibles et modifiables par décret.

Une manifestation fut décidée pour le mardi 22 février, afin d'apporter aux ministères de la Santé et de l'Éducation les textes principaux de revendication. Selon mes estimations, environ dix mille étudiants occupèrent la rue à cette occasion. A noter la diffusion ce jour-là d'un tract de déstabilisation aux étudiants du CHU Saint-Antoine, estimés être les leaders de la grève.

La province n'était pas oubliée. La décision fut prise d'accroître les contacts avec les CHU de province, en vue d'une coordination, de façon à améliorer le rapport de force avec les ministères. L'étranger ne fut pas oublié non plus d'ailleurs ! Ainsi, une étude de réglementation de la Communauté économique européenne (CEE) mettait à jour les mensonges des gouvernants ; contrairement à leurs dires, l'ancien système éducatif n'était nullement incompatible avec la législation européenne.

Le 25 février, des propositions concrètes pour l'amélioration des études médicales étaient élaborées ; elles sont destinées à être débattues dans les différents CHU concernés. Cette plateforme n'est qu'une base de départ pour la discussion. Les différentes propositions seront votées point par point dans les assemblées générales des CHU, seront retenues par la commission inter-CHU celles qui auront obtenu plus de 50% des voix. Le moyen de contrôle du vote sera la carte d'étudiant.

Une critique a été formulée quant à l'introduction de la première des trois propositions de la plateforme, jugée « politique ». En effet, les problèmes économiques soulevés par ce paragraphe dépassent la compétence des étudiants ; le coût de la réforme des études médicales n'a jamais été envisagé.

D'ores et déjà, une deuxième manifestation est prévue à Paris, ainsi que des manifestations parallèles dans les CHU provinciaux pour les étudiants qui n'auraient pas pu se déplacer à Paris, le même jour, à la même heure.

Du côté ministériel, ça bouge aussi, enfin, si on peut dire ! Les décrets d'application de la loi, qui auraient dû sortir le premier mars, ont été reportés au 15 mars. Un papier à en-tête de l'Éducation nationale et du ministère de la Santé, non signé, a été mis en circulation. Il précise que « contrairement à certaines allégations, il ne s'agit en rien d'une étape éliminatoire et encore moins d'un numéro clausus. Les capacités d'accueil des hôpitaux sont insuffisantes pour accueillir la totalité des étudiants arrivant en fin de second cycle. En cas d'échec à cet examen, les étudiants seront autorisés sans limitation à redoubler ».

Ce texte fournit une proposition sur le programme et les modalités de l'examen tant décrit. Il faut noter que ce texte est en contradiction avec la loi ; en effet, le gouvernement ne pourra pas établir de décret dans ce sens, sous peine de nullité par le conseil constitutionnel.

Le corps médical semble étrangement silencieux. S'il existe un soutien officieux des médecins de certains services de CHU, on attend toujours une prise de position officielle des différentes organisations de médecins sur la plateforme revendicative des étudiants.

Cependant, la lutte continue, malgré la tentative de récupération du mouvement par l'AREMF, le 28 février, les réponses d'« apaisement du professeur Seligman, qui ne sont que du vent, et les quelques externes jaunes qui ont sévi dans quelques rares hôpitaux parisiens.

Rolf Renouard

## CITROËN-AULNAY : LA PAIX ÉLECTORALE ?

**D** ANS l'usine de Citroën à Aulnay, la CGT semblait enfin prendre concrètement des mesures pour s'opposer aux agissements antisyndicaux de la direction. Mercredi, une grève (enfin !) « massive et tranquille » montrait la détermination des syndiqués pour mettre tout en œuvre pour la réintégration des licenciés. Comme l'expliquait un ouvrier : « ou il y a des licenciements, et alors pas de travail, ou il n'y a pas de licenciements, et l'usine tourne ».

Dans le même temps, Krasucki s'était rendu chez le procureur général pour, au nom de la CGT, porter plainte sur l'ensemble des atteintes au droit du travail et au droit syndical chez Citroën. Le problème n'était plus restreint à Aulnay, il était posé sur l'ensemble des usines Citroën.

Tout ceci semblait enfin montrer que la CGT allait agir comme un véritable syndicat et mettre tout en œuvre pour la défense des intérêts des syndiqués.

Au niveau des Yvelines, l'unité était des plus larges puisque mercredi dernier les unions départementales CGT, CFDT, FEN et les partis de gauche (PCF, PS, PSU, MRG) « stigmatisaient » dans une déclaration commune la droite et le patronat « qui agissent dans les entreprises

contre les libertés et droits des travailleurs, quitte à affaiblir le pays ». Hé oui, vous avez bien lu, l'unité ne s'est pas faite sur la défense des travailleurs, mais plutôt sur la notion de production nationale, qu'il ne faut pas troubler, surtout avant les élections...

Il y a les discours de façade sur la ténacité des travailleurs immigrés, sur le droit syndical dans l'entreprise, puis, entre « gens responsables », on parle du problème de la compétitivité de la production nationale...

L'insistance de la direction de la CGT à se présenter comme une organisation responsable n'avait bien sûr qu'un seul but : arriver à un accord avant les élections. Il est vrai que quelle que soit l'importance qu'on lui accorde, cet événement est un point fort dans la vie sociale. Mais doit-on vraiment tout lui sacrifier ?

Le protocole d'accord proposé par la CGT vendredi dernier (et signé par elle seule...) a des revendications bien sages, et surtout fait une distinction entre les quatre délégués et les huit militants. Ces derniers seraient placés en formation professionnelle, avec garantie d'emploi au terme de cette formation... Cet accord minimaliste, que la direction de Citroën refuse toujours de signer, est un compromis qui

ressemble un peu trop à une manœuvre patronale. Un militant gêne, alors on l'envoie en formation en dehors de l'entreprise où il peut avoir de l'influence.

Le texte de ce protocole n'a pas encore été diffusé et l'on en connaît que des commentaires, mais des travailleurs immigrés doivent déjà se demander si à la veille des élections, on n'a pas bradé leurs intérêts dans un bricolage hâtif...

Vendredi, Krasucki participait au meeting organisé sur le parking de l'usine Citroën d'Aulnay, tout comme la CFDT et la FEN. Cela avait bien sûr des accents triomphalistes, bien que le dirigeant de la CGT affirmait : « nous donnons ici pacifiquement pour aider à la solution positive d'un conflit aigu, pour faire prévaloir le bon sens, la détente et faire progresser la liberté, la dignité, la propriété ».

Mais peut-on parler de résultat positif quand il s'agit de reprendre le travail avec un accord non ratifié par la direction et un recul sur le refus de tout licenciement ?

Le résultat compte peut-être pour l'agit-prop électoraliste, mais sur le plan syndical, la CGT a sûrement perdu des réflexes élémentaires dans son démenagement de la rue Lafayette à la porte de Montreuil.

Fernand BERNARD

## DEUX MILLE MINEURS EN GRÈVE A CARMAUX

**A** CARMAUX, berceau de J. Jaurès, la production est bloquée. Les mineurs ne vont plus au charbon, ils sont en grève. Les socialo-communistes leur avaient promis qu'ils trouveraient la lune au fond de leur mine après le 10 mai 81.

« Dans le fond ! puisqu'on a nos propres richesses, autant les exploiter ! On freinera le nucléaire alors on aura besoin de charbon. Nous, les socialistes, on est des petits malins, le charbon on saura l'utiliser, on le mettra à toutes les sauces. Alors, on va embaucher, c'est sûr ! Les mines vont tourner à fond ! »

Le tour était joué : les mineurs comme beaucoup d'autres ont mis Mitterrand dans les urnes. Aujourd'hui, il leur fait le coup du père François et leur envoie ses CRS.

En fait, extraire le charbon dans les mines de Carmaux, à plus de deux cents mètres sous terre, coûte toujours trop cher selon les comptes de gestionnaires socialo-capitalistes. Il est beaucoup plus intéressant de l'extraire à ciel ouvert : avec les engins de travaux publics actuels, c'est techniquement plus simple. La main-d'œuvre peut être moins spécialisée et moins nombreuse. Les avantages acquis par les mineurs après des années de luttes peuvent être facilement remis en question.

Voilà, des carrières vont s'ouvrir et petit à petit les mines se fermeront. C'est promis ! On ne licenciera pas grâce aux préretraites et à la diminution du temps de travail, mais pas question de réembaucher. De



toute manière, l'État perdait trop d'argent en subventionnant les mines de Carmaux. Les politiciens, qu'ils soient de gauche ou de droite, jurent tous qu'ils lanceront des bouées de sauvetage aux causes perdues avant les élections, puis ils n'hésitent pas trop longtemps pour les couler définitivement une fois élus.

Chose bizarre, on voit d'un côté Mauroy envoyer ses trou-

pes de CRS pour libérer ses négociateurs séquestrés, d'un autre les maires socialistes du coin soutenir mordicus les grévistes. S'il n'y avait pas eu les élections municipales dans huit jours, on n'y aurait rien compris. Mais les polichinelles ne sont pas à cela près, ils n'ont même pas fermé leurs mairies.

Bien sûr, les commerçants sont également solidaires. Il faut dire que la plupart de leurs clients sont liés à la mine ; alors, pour eux, le charbon c'est de l'or.

En fait, depuis des dizaines et des dizaines d'années, nous entendons dire que nous avons de mauvaises mines chez nous ; qu'elles soient de fer, de charbon ou autre, elle sont toutes trop pauvres ou difficile à exploiter. Vraiment, on n'a pas de chance. Mais tout bien réfléchi, il est beaucoup plus rentable de faire crever les mineurs dans les pays que l'on sous-développe. Si là-bas les mines sont difficiles à exploiter, les autochtones le sont moins.

Quand les mineurs, comme chacun de nous, se décideront-ils à se passer de ces requins de l'économie et de la politique ? Quand donc la solidarité sera-t-elle réelle et n'aura-t-elle plus comme raison d'être les intérêts du fric et la course au pouvoir ?

Jean (groupe A. Camus de Toulouse)

# FONDEMENTS PSYCHOLOGIQUES DES CERCLES DE QUALITÉ

*On ne gouverne pas innocemment (Saint-Just)*

**A**u plan psychologique, les cercles de qualité, qui ne sont nullement dissociables de la méthodologie des réunions du droit d'expression des salariés et dont la loi Auroux inscrit leur finalité en filigrane, reposent essentiellement sur quatre concepts fondamentaux : la théorie de la motivation de Maslow ; la théorie XY de M. Grégor ; la pratique du Brainstorming et l'utilisation de la synergie ; une certaine conception du pouvoir et la recherche du consensus.

Ce vocabulaire hermétique doit être démystifié, car chacun de ses points mérite un développement particulier et met en évidence la nécessité pour le patronat d'une formation psychologique des responsables de l'encadrement, qu'ils soient commerciaux ou administratifs.

Les Américains, nous dit-on, sont très attentifs à la formation de leur personnel et de leur encadrement dans ces domaines, estimant qu'elle est un facteur important de compréhension et de cohésion sociale.

## Les cinq niveaux de besoins de Maslow

1. Physiologiques : boire, manger, dormir, se vêtir.
2. Sécurité : physique, économique, psychologique.
3. Participation : expression, information, appartenance.
4. Estime : être connu et reconnu dans son travail, dans sa personne.
5. Réalisation de soi : faire son œuvre.

On remarquera que la théorie de Maslow n'est autre chose que l'inventaire des besoins quantitatifs et qualitatifs, avec variation ascensionnelle des besoins biologiques et des aspirations conceptualistes.

La théorie de Maslow dissocie la nature des besoins et considère qu'il est possible de payer les travailleurs avec un peu moins d'argent et un peu plus de considération.

Cette psycho-sociologie, qui entre en France par la porte de la sacristie, considère qu'il ne suffit pas que l'entreprise procure des salaires corrects et une sécurité de l'emploi, mais qu'il est nécessaire pour éliminer les dysfonctionnements multiples et coûteux que l'on arrive à associer la dignité du salarié à l'expansion de l'entreprise.

La thèse de Maslow nous est présentée comme une condition fondamentale de la paix sociale et préconise des tentatives de motivations des travailleurs selon des procédés peu coûteux puisqu'ils sont psychologiques et non financiers, afin que ces derniers fassent preuve de créativité et d'implication.

Au siècle dernier, on aurait parlé de faire suer le bourgeois au prolétaire pour une bouchée de pain.

On voit que le langage évolue, ainsi que la manière, mais que la finalité reste la même à savoir tirer le maximum de profit du salarié.

## La théorie XY de Douglas Mc Gregor

On ne peut assister, aux Etats-Unis, à une présentation de cercles de qualité sans que soit évoqué, avec celui de Maslow, le nom de Mc Gregor, rendu célèbre par sa théorie X et sa théorie Y contenues dans son ouvrage intitulé *The human side of enterprise* (1960).

Selon Mc Gregor, le comportement des hommes en général, et des dirigeants en particulier, est régi par des assumptions (X) de deux types opposés, qu'il classe en deux catégories constituant « la théorie X et la théorie Y ».

Dans l'esprit du management participatif et des cercles de qualité, l'entreprise doit rechercher à ce que son personnel et surtout ses dirigeants soient animés par les assumptions de la théorie Y qui traduisent :

- a) un esprit positif et dynamique ;
- b) un pari sur l'homme ;
- c) une attitude générale optimiste et confiante.

Le professeur Virgil Rehg n'hésite pas à dire que l'on ne peut rien faire avec des dirigeants du type X qui n'ont aucune confiance dans les autres — et de ce fait ne peuvent rien déléguer — et qui ont une vue très pessimiste de l'homme qui, selon lui, est allergique au travail, évite les responsabilités, recherche avant tout la sécurité, etc.

C'est la raison pour laquelle les cercles de qualité ne peuvent fonctionner que si l'on a à faire à des dirigeants de type Y, car seule cette catégorie de dirigeants est capable d'assimiler les notions des travaux de psychologie de groupe, en instaurant un style de direction participatif « facilitant l'expression des salariés et la créativité de tous » (voir à ce propos l'article paru



dans *Le Monde libertaire* numéro 350 du 20 mars 80, intitulé *Psychologie de groupe dans les banques*, inspiré de l'analyse transactionnelle.

## La pratique de Brainstorming et l'utilisation de la synergie

On appelle « Brainstorming » une technique particulière de travail de groupe consistant à produire le maximum d'idées sur un thème donné ou par rapport à un problème que l'on a décidé d'étudier en commun.

Cet exercice inventé par Osborn en 1932 est surtout utilisé au niveau de l'encadrement commercial des organes de publicité.

En général, ces travaux sont accomplis dans le cadre de séminaires sur plusieurs jours, afin de tirer un maximum de disponibilité d'esprit des participants.

Au-delà du thème de la réflexion, il s'agit pour l'entreprise de veiller au bon fonctionnement du groupe pour la recherche permanente du consensus. La synergie fait que la production globale du groupe est en définitive supérieure au total arithmétique des prestations individuelles.

Au plan psychologique, chaque participant ayant la possibilité de participer à parité avec les autres éproue un fort sentiment de satisfaction que renforce sa motivation.

Le trait fondamental de la pratique du Brainstorming est la tentative de banalisation de la fonction hiérarchique, le temps d'un séminaire, et la recherche d'une emprise plus grande sur l'individu dans sa vie privée et dans son travail.

Il s'agit d'impliquer et d'intégrer chaque individu dans le carcan d'une cellule informelle et porteuse du consensus ou, si l'on veut mieux, de la paix sociale.

De la même manière, les réunions des travailleurs sur le droit d'expression pourront tout aussi bien se faire sur l'opportunité d'un mouvement de grève qui ruinerait les efforts de production et d'objectifs du groupe.

## Réaliser le consensus sans lâcher le pouvoir

Les cercles de qualité se situent dans le cadre d'un management participatif, nécessairement dans un style inverse du taylorisme ou de l'autocratie. Même si le taylorisme est une conception sociale détestable, on verra qu'au plan syndical le développement de cette forme nouvelle d'organisation du travail n'en est que plus dangereuse, en ce sens qu'il s'agit de développer une intégration totale de l'individu au cycle de production, au point qu'il s'identifie à l'image de son entreprise.

C'est l'exemple de certaines formes d'aliénation rencontrées au Japon, où l'on voit bon nombre de travailleurs renoncer à leurs droits aux congés payés pour accomplir les objectifs définis par le groupe de travail.

## Les vessies ne sont pas des lanternes

Comme se complaisent à la dire certains membres éminents du CNPF, le droit d'expression des salariés n'a rien à voir avec la cogestion ou l'autogestion.

Ils ont raison, et il n'y a du reste que quelques syndicalistes niais pour penser le contraire.

Les groupes d'expression seront composés de « l'unité élémentaire de travail ». Les cercles de qualité, eux, s'articulent sur le « groupe de base de travail ».

Il faudra qu'Edmond Maire nous explique la différence !

Le travail de groupe dans un cercle de qualité implique de nombreuses « microdécisions », mais le résultat global hérite de la structure de décision habituelle, c'est-à-dire la hiérarchie.

L'exercice du pouvoir « intégrateur » consiste à prendre chaque décision en recherchant à chaque fois le maximum de consensus.

Au Japon et aux USA, l'expérience va même beaucoup plus loin en créant un comité d'orientation aux cercles de qualité avec des membres de la direction et des syndicats.

Aux Etats-Unis, dans la liste des problèmes fréquemment résolus par les cercles de qualité, on note : la réduction des coûts de production, l'amélioration de la qualité, l'amélioration de l'outillage. En dernier intervient l'amélioration de la sécurité et des conditions de travail.

En France, le gouvernement vient d'instaurer un label « approuvé » aux marques qui amélioreraient la qualité. L'UFC a d'ailleurs dénoncé ce subterfuge.

Ce chèque en blanc donné aux fabricants s'appuierait sur l'amélioration de la qualité découlant du droit d'expression. Du productivisme parcellisé de Taylor, on passe au productivisme larvé consensuel.

Certaines organisations syndicales portées par l'hérésie de la gauche vont même jusqu'à signer des accords de productivité, comme ce fut le cas fin 82 chez Cit-Alcatel, avec réduction de rémunération.

La plus grande campagne d'intoxication de la classe ouvrière est mise sur les rails avec la complicité active de la CGT et la propagande tapageuse de la CFDT.

Rendons grâce, pour la circonstance, aux bons vieux réformistes de Force ouvrière. Ils ont encore en main le sens de la boussole, même s'ils ont souvent de la difficulté à accorder le discours à la méthode.

La gauche aurait pu accorder l'heure d'information syndicale mensuelle qui faisait partie des revendications syndicales de ces dernières années, renforcer les pouvoirs des comités d'entreprise, accroître le prix des amendes pour la violation du droit syndical, accroître le montant des indemnités de licenciement qui sont une misère parce qu'elles ont vieilli avec le code du travail.

Et s'il reste encore des balloons en goguette pour danser la sarabande des cocus du 10 mai 81, il leur suffira de connaître l'opinion d'Yvon Gattaz qui considère que « les cercles de qualité vont dans le sens de l'histoire. Ils sont la valorisation des individualités, la recherche d'un nouveau consensus social ».

Jean-Claude RICARD

# RÉFLEXIONS SUR LA PSYCHIATRIE

**E**N janvier 83, des assises départementales sur la psychiatrie et l'exclusion ont été organisées au Mans par un collectif dont est partie prenante le Groupe du Mans de la Fédération anarchiste.

Deux textes ont été présentés par le groupe libertaire du Mans pour introduire les débats. L'un rend compte du lien existant entre les moments historiques et les lois élaborées par les pouvoirs politiques concernant la psychiatrie. L'autre est de Pierre, militant du Groupe du Mans, qui porte une première analyse à partir de son vécu dans un centre de psychothérapie. Ce texte s'inscrit en faux contre le stéréotype aliénant qui fait dire qu'hélas les « malades mentaux » ne peuvent pas prendre la parole et qu'ils ont besoin que des gens parlent à leur place.

## La psychiatrie, pourquoi ?

La folie désigne l'ensemble des troubles de la personnalité révélateurs de l'oppression généralisée (morale sociale, religieuse) subie par l'individu depuis l'enfance.

En effet, la famille, l'école s'attachent, au moyen d'une éducation autoritaire et répressive, à inculquer à l'enfant des normes de comportement. Ce qui passe souvent par une répression de la sexualité, source de bon nombre de névroses. Cette éducation a pour but l'intériorisation d'une norme répondant aux besoins d'un certain ordre social. En l'occurrence, le respect du pouvoir, de la hiérarchie, des valeurs morales religieuses ou laïques (cf. Max Stirner) liées à la sexualité. Bref, de tout ce qui est habitude, soumission ; de tout ce qui est figé.

C'est pourquoi tout ce qui est différent est suspect aux yeux de la société. De là à enfermer tous ceux que l'on taxe de « fous », de déviants, de marginaux, de dissidents ; le pas a déjà été franchi.

Mais là où le milieu familial et la société ont échoué, le psychiatre, lui, va-t-il échouer ? Prétendra-t-il qu'il soigne ? Et que soigne-t-il ? Un refus, une

brisure, une plaie qui ne guérit pas ? Pour ce faire, il dispose d'un arsenal de médicaments et de traitements d'une grande violence comme l'électrochoc ou la cure d'insuline. Ces traitements ne peuvent être que répressifs puisqu'ils s'attaquent à la personnalité du « malade ». A la pensée subversive par essence, on substitue un esprit « maté ». Il s'agit de faire entrer l'esprit dans un moule. Le psychiatre peut-il réussir ? Si oui, quelle est son éthique ? De quel droit réformet-il un individu ? Au nom de quel besoin ? N'abuse-t-il pas de sa puissance, de son pouvoir scientifique ? A ce sujet, il est à noter que les psychiatres sont plutôt secrets quant aux indications des médicaments ; les laboratoires également. Doit-on dire que certains médicaments ont des implications sexuelles, qu'ils s'attaquent aux aspects les plus intimes de la personnalité ? Que doit-on penser de la répression sexuelle chez les « fous » ?

Quand le psychiatre avouera-t-il qu'il est impuissant à guérir ce qui n'est pas une maladie, mais une inaptitude ? A-t-on le droit de décider du bonheur de quelqu'un, fût-il « malade » ? Le psychiatre se garde bien de

donner des conseils ou des recettes, mais en ce cas, quel est son rôle ? Se préoccupe-t-il du devenir de son « malade » ? Si l'on excepte ceux qui, leur vie durant, ne peuvent qu'entrer et sortir de l'hôpital (quand ils n'y restent pas à temps complet pour se couper, avec la complicité des psychiatres, du monde extérieur et de ses agressions), que deviennent les « malades guéris » ? Un séjour à l'hôpital psychiatrique équivaut, sur le plan social, à un séjour en prison (tant il est vrai qu'avant la révolution, on mettait les « fous » en prison avec les « politiques », avec les « droits communs »). La prothèse chimique l'a remplacée avec l'invention du Largactil en 1950).

La promiscuité, l'irresponsabilité, l'infantilisme qui sévissent en milieu hospitalier psychiatrique

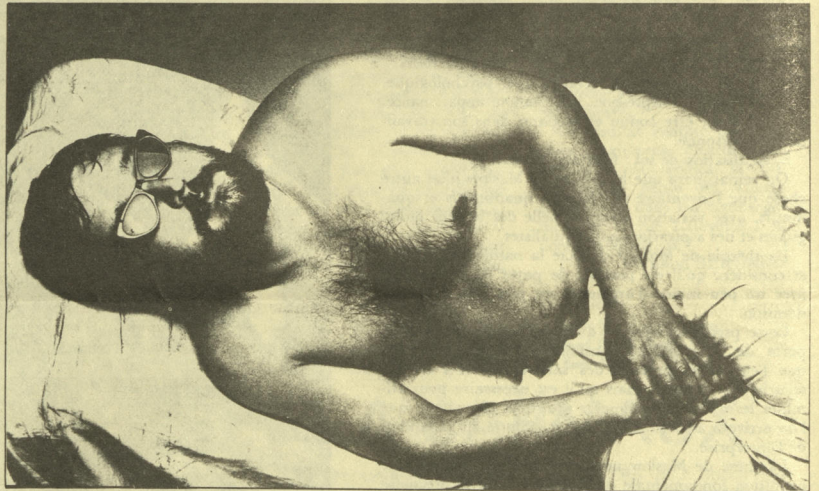
font du « malade » un être vulnérable. Au pire reconnu comme handicapé, il n'a droit à sa sortie qu'aux tâches rebutantes (on pense pour lui) pour un salaire inférieur à la normale, à une vie affective médiocre (on s'en méfie, on a peur, sa famille le rejette). Il se heurte à l'inertie administrative. Quelquefois, mis sous tutelle, il n'est plus seul à gérer ses biens, son budget. Il doit rendre des comptes. Que fait-on de sa dignité d'adulte ? Pour remédier à la solitude des « malades mentaux », des associations ont vu le jour ; la loi elle-même a créé de nouveaux ghettos (milieu protégé — CAT), lesquels se substituent habilement au milieu fermé de l'hôpital. Quand cessera cette ségrégation ? Est-ce rendre service aux « malades » que de ne pas les intégrer immédiatement dans le mi-

lieu ordinaire ? C'est abonder dans le sens de la société qui les rejette.

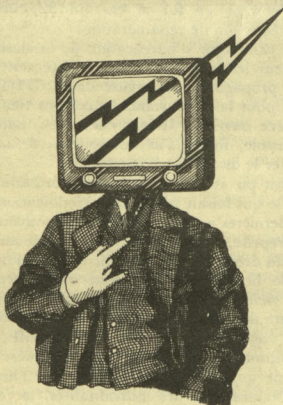
Posons enfin la question de l'exploitation qui est faite de la « maladie mentale ». Les cures de psychanalyse sont d'un coût exorbitant. N'est-ce pas scandaleux quand on sait qu'elles sont souvent le dernier recours de beaucoup de détreffés ? La société a-t-elle intérêt à entretenir les « fous » dans l'idée qu'ils sont fous pour que l'institution psychiatrique vive.

Le vécu psychiatrique m'a fait déposer cette plainte sur le mode libertaire. J'en suis maintenant au stade du procès. Que les hôpitaux psychiatriques ouvrent leurs portes. A nous, anarchistes, d'y contribuer par nos luttes et nos propositions.

Pierre (groupe du Mans)



## L'audiovisuel dans la commune anarchiste



**L**ES anarchistes ne sont pas des ennemis de la science. Bien au contraire, depuis toujours, ils ont mis en valeur le travail créatif des hommes et souligné ce que chaque génération vient ajouter, dans les découvertes scientifiques, aux générations précédentes.

Le détournement de la science par les hommes de tous les pouvoirs est une perversion, ce n'est pas le but naturel de la science.

L'usage imbécile et meurtrier du nucléaire fait oublier qu'il s'agit aussi (mais pour nous avant tout) d'une science permettant de sauver des vies humaines dans les hôpitaux.

L'utilisation policière de l'informatique (mise en fiches des populations) fait oublier que l'informatique peut être aussi, et pour nous avant tout, un efficace outil de lutte pour la vie (en permettant par exemple d'établir de façon précise ce qui prépare les famines — donc de les prévoir et de les éviter).

De même, on pourrait faire des grands médias et tout particulièrement des techniques audiovisuelles un usage totalement différent de celui qui en est fait.

Dans les écoles et au service de toutes les collectivités, ils peuvent avoir, associés maintenant à l'informatique, une très grande utilité pédagogique, au sens libertaire du terme.

Au sens libertaire, c'est-à-dire que la richesse documentaire ne doit pas être assortie à la contrainte, à l'obligation d'avaloir les jugements de ceux qui diffusent, en même temps que ce qui est diffusé. Pour cela, l'interactivité (un de ces nouveaux mots à la mode, dont le système fait vite de simples nouveaux gadgets) doit être réelle : le citoyen (écolier, auditeur, téléspectateur...) récepteur doit pouvoir devenir émetteur et diffuseur d'informations.

Dans la commune, dans le quartier, tout citoyen, toute association doivent pouvoir participer, intervenir de façon individuelle ou collective sur le contenu des programmes.

Nous employons ici le terme « information » au sens large : il signifie aussi bien relation d'un événement que critique d'un produit ou réalisation et diffusion d'une œuvre d'art.

Filmer, enregistrer, faire voir, faire entendre, transmettre, ne doit pas être le privilège de quelques-uns.

L'important est de créer pour tous le libre accès à la libre expression et de favoriser l'échange, la réflexion et l'intervention collectives.

Les moyens audiovisuels doivent être des moyens d'émancipation populaire.

Cela n'est évidemment pas possible quand ces moyens sont sous le contrôle du pouvoir politique d'Etat.

Mais cela n'a rien à voir non plus avec le transfert des moyens collectifs aux capitalistes de la radio-télévision, comme la gauche le poursuit aujourd'hui après Giscard et Chirac. Le contrôle par le capital ne doit pas remplacer le contrôle par le pouvoir politique d'Etat.

Les moyens informatiques et audiovisuels ne doivent pas être de nouveaux moyens de faire vendre des produits. Ils ne doivent pas être un nouvel instrument d'asservissement des peuples dans la société de consommation. Au contraire, ils doivent permettre des résistances, des rébellions..., pour que s'exprime enfin la liberté !

C'est ce que les anarchistes proposent à la réflexion : dans la commune libertaire, comment faire en sorte que la radio, la télévision, les magnétoscopes, les vidéodisques, les vidéocassettes, la télédiffusion par câble, les banques électroniques de données, les systèmes interactifs d'accès à ces banques et à tous les programmes... servent à l'émancipation collective, au libre choix, à l'égalité de répartition des possibilités de création ?

Qu'est-ce qu'il faut modifier pour cela dans l'insertion des moyens techniques, dans le processus de diffusion, mais aussi d'élaboration de programmes ? Quels moyens d'intervention naturelle des individus et de la collectivité faut-il non seulement permettre, mais favoriser, organiser, prévoir à tous les niveaux ?

Liaison professionnelle ORTF

# HISTOIRE DE L'ENFERMEMENT

**D**ANS la nuit du 9 au 10 août 1792, une commune insurrectionnelle s'installe à l'Hôtel de Ville de Paris. Le 15 août 1792, la suppression des ordres enseignants et hospitaliers est votée. La laïcisation de l'Etat civil et l'autorisation du divorce sont proclamées le 20 septembre 1792. La fermeture des Eglises est décidée le 24 novembre 1793.

• 1793 : Pinel opère une véritable révolution dans le traitement des fous, en substituant aux chaînes et aux brutalités un régime de douceur. Mais pas pour longtemps.

Après les journées révolutionnaires de juillet 1830, la monarchie de Juillet va régner jusqu'en 1848. Pendant cette période, l'agitation sociale croît avec le développement de la grande industrie. 1831, révolte des Canuts. Insurrections parisiennes de 1832 et 1834. Lutttes entre les catholiques et l'opposition aux jésuites en 1836 et 1840, à la suite des projets Guizot et Cousin concernant la liberté de l'enseignement.

• 1838 : loi sur le placement des aliénés. Cette loi, toujours en vigueur, instaure dans chaque département l'internement des aliénés (vagabonds, fous, vicieux, dépravés) dans des asiles. Elle crée le placement d'office. Elle va servir de modèle à l'organisation de la psychiatrie publique dans tous les pays européens.

Le gouvernement révolutionnaire de la Commune de Paris va siéger du 18 mars au 27 mai 1871. L'étendue de la répression — 20 000 Fédérés tués, 38 000 arrestations — donne la mesure de la peur des milieux bourgeois. De 1871 à 1894, face à la montée des luttes (grande influence du mouvement anarchiste, développement de la CGT anarcho-syndicaliste, multiplication des grèves) : la droite cède. 1882, enseignement laïque obligatoire. 1884, loi Waldeck-Rousseau. 1901, Loi des associations. 1905, séparation de l'Eglise et de l'Etat. Mais dans le même temps, de Broglie se fait le champion de l'ordre moral, la Chambre vote des lois de répression, les lois scélérates, et un vaste mouvement en « faveur » des enfants « anormaux » se développe.

• 1889 : loi sur la déchéance des droits de puissance paternelle.

• 1898 : loi sur la répression des violences commises par des enfants.

• 1907 : dans Les Enfants anormaux, guide d'admission pour les classes de perfectionnement, les apôtres du QI, A. Binet et Th. Simon écrivent : « ... Si nous ne nous préoccupons pas du sort des individus qui constituent les 9/10<sup>e</sup> de la société..., on entrevoit déjà qu'une révolution violente, où ceux qui possèdent n'auraient pas grand-chose à gagner, bouleverserait de fond en comble l'organisation de la société... ».

• 1909 : loi créant les classes et les internats de perfectionnement. A partir de cette date, des instituts médico-pédagogiques sont créés au sein de quelques asiles d'aliénés.

• 1912 : loi instaurant le régime de la liberté provisoire et de la liberté surveillée.

• 1870-1914 : au nom de la « prévoyance sociale » fleurissent de nombreuses institutions d'encadrement idéologique (organes du devoir social) : Société des parents éducateurs, Société pour l'étude psychologique de l'enfant, Société d'encouragement au bien, Protection de l'enfance abandonnée, Union française anti-

alcoolique, Alliance d'hygiène sociale, Ligue française de la moralité publique, Société de patronage de l'enfance coupable ou malheureuse, etc.

Après 1918, l'exemple de la révolution bolchévique relance le mouvement syndical. Les députés votent en 1919 la journée de huit heures. Face au Cartel des Gauches, les manifestations de l'active Fédération nationale des catholiques se multiplient. Les capitaux fuient à l'étranger, annonçant la « débâcle financière », l'arrivée de Poincaré en 1926 et le « redressement du franc » ensuite.

En 1929, éclate la crise économique mondiale. Autour du slogan « Ordre, autorité, nation », de nombreux groupes s'organisent : Fédération des petites entreprises, Front paysan, Action française, les Croix de Feu. Très marquées par les milieux catholiques, les « ligues » s'affirment patriotiques, apolitiques et centrées sur l'anticommunisme. Les émeutes fascistes du 6 février 1934 conduisent Pierre Laval au pouvoir et favorisent par réaction l'instauration du Front populaire qui gagne les élections en 1936. Des accords de Matignon découlent la semaine de 40 heures et les congés payés.

• 1928 : la hiérarchie catholique crée « le secrétariat national des œuvres catholiques sanitaires et sociales ».

• 1929 : création de la Sauvegarde de l'Adolescent et création des « mairaines sociales » qui s'intéressent aux prostituées.

• 1935 : création par le milieu catholique de « l'aide morale à la jeunesse traduite en justice ». Parution du numéro 1 de la revue Vers l'enfance coupable.

• 1918-1939 : c'est pendant cette période que la médicalisation de l'enfance inassimilable va se mettre en place et permettre d'envoyer de nombreux enfants vers l'asile d'aliénés. A Montpellier, par exemple, au Comité de Patronage moral (1929) va succéder le Service social après le Tribunal (1934), puis la Consultation d'Hygiène mentale infantile (1935).

1939 : la guerre éclate. Laval revient. Le gouvernement de Vichy n'oublie pas les enfants « inassimilables » qui deviendront, après 1943, les enfants : inadaptés ». 1945 : les houillères, Renault, EDF, GDF et quelques banques sont nationalisées. De Gaulle forme un gouvernement à participation communiste. Les communistes sont exclus du gouvernement Radamier en 1947. A l'occasion du coup de force d'Alger, de Gaulle revient en 1958. Il sauve la France et crée le SAC.

• 1940 : loi instituant le droit de révoquer tout fonctionnaire « élément de désordre ». Il faut effacer les affres de la république laïque. L'instituteur n'est-il pas le « corrompueur de la jeunesse » ?

• 1942 : loi sur les tribunaux pour enfants.

• 1954 : loi sur les alcooliques dangereux.

13 mai 1968, la révolution éclate. Les accords de Grenelle sont signés le 27 mai 68. L'Assemblée est dissoute le 30 mai. Ont lieu alors d'importantes manifestations de catholiques, de défenseurs de l'ordre social et moral, de nationalistes. Les gaullistes obtiennent une écrasante majorité aux élections législatives de juin 1968. Un an plus tard, le référendum sur la régionalisation est repoussé et de Gaulle démissionne, mais les « lois d'exception » demeurent. La gauche s'organise et signe le Programme commun le 7 juin 1972. Les élections législatives d'avril 1973 marquent une poussée de la gauche. La « majorité » l'emporte de justesse. Les intégristes catholiques font parler d'eux. Giscard d'Estaing est élu en 1974. Contrairement à son cher parent Bokassa, il ne réussira pas à se proclamer empereur. 1968 a fait très peur..., les mesures « sociales » pleuvent.

• 1970 : loi sur la répression des toxicomanes.

• 1975 : loi dite d'orientation des handicapés.

• 1968-1981 : cette période voit fleurir l'institutionnalisation à outrance de la prise en charge des déviants, inadaptés et autres fous. Rien ne peut arrêter les créations d'IMP, CAJ, ENP, COAE, CMPP, IPES, SES, CDES, COTOREP, POST-CURE, FSL, PFS, Secteur psychiatrique, Circonscription sociale, SUE, etc. On cherche même à aller au-delà en créant « l'enfant à risque » à informatiser grâce au projet GAMIN.

Les intégristes, adorateurs de monseigneur Lefèvre, occupent Saint-Nicolas-du-Chardonnet ; son homonyme, le père Lefèvre, est envoyé en mission à Katmandou par la haute hiérarchie catholique. A son retour, il crée le centre DIDRO. Les « drogués » deviennent les nouveaux « inadaptés ».

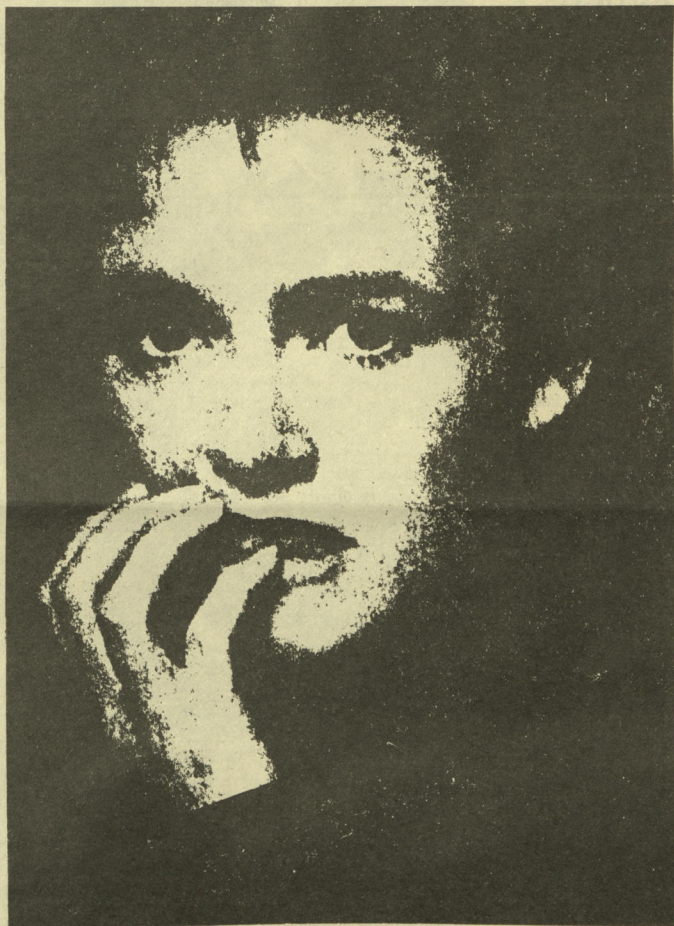
1981 : l'Union de la Gauche gagne les élections. Fuite des capitaux. Nationalisations. Abolition de la peine de mort. Les 39 heures...

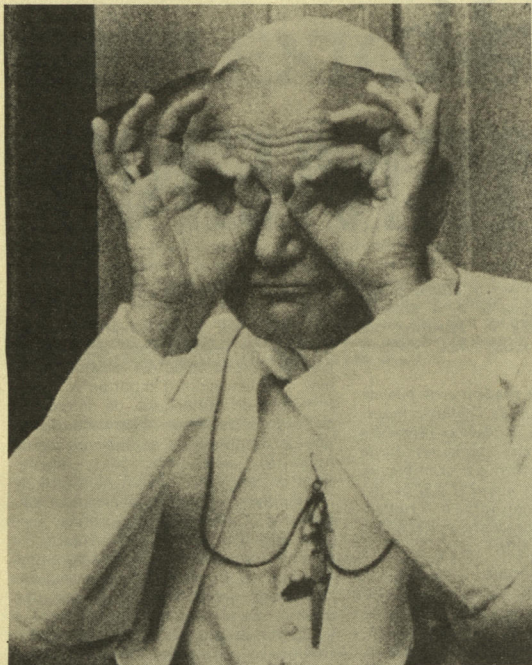
1982 : la droite gagne les cantonales. Les syndicats d'agriculteurs descendent dans la rue. Au nom des « droits de l'homme », les catholiques manifestent pour sauver l'enseignement privé (Le Mans : cinq mille manifestants le 27 mars 1982)... Mais l'alternative est en mouvement.

Pendant presque deux siècles, sous prétexte de faire le bien au travers d'une « science » sociale et psychologique, des pratiques et des institutions se sont mises en place pour enfermer, mettre à part, aliéner la population la plus défavorisée. C'est de cette population-là que ceux qui ont tout à perdre craignent la révolte. L'hygiène sociale avouée dans les années 1900 est devenue l'hygiène mentale, mais il s'agit bien de la même chose, c'est-à-dire d'une vaste entreprise de médicalisation, de normalisation et de ségrégation pour l'assainissement social.

Les libertaires se battent pour une organisation humaine de type anarchiste, ce qui suppose la suppression totale et sans concession des entraves les plus criantes à la liberté : l'Etat, la religion, la normalisation, l'enfermement, la ségrégation.

Jean-Pierre  
(Groupe libertaire du Mans)





## SHOW-BIZ

## Les vautours du Vatican

**J**EAN-PAUL II (et j'en retiens un), VRP en chef de cet Etat-chiure stationné à Rome et objet de notre ressentiment, cultive décidément son « look » de parachuté divin audacieux et même provoquant.

Le culte, il est vrai, chez ces gens-là, c'est un métier. Le bon goût est une autre affaire, en l'occurrence d'ailleurs il n'est qu'une formule à leur suggérer : disparaître.

En attendant, les obscénités vaticanes perdurent. C'est rien que l'Amérique centrale qui fut choisie par l'« Etatcule » catholique pour cible (puisque nous parlons publicité...). Huit pays de l'isthme auront été visités par la vedette papale, parmi les pays les plus déshérités du monde, là où la répression ne tente même plus de se draper dans le rose démocrate mais pue sans nuances le dollar (ou le rouble), le kaki et la religion, justement, quelle qu'elle soit.

La première mission de la star ensoutanée, en effet, était on ne peut plus classique. Affermir les positions de son Eglise partout où cela était possible, car les concurrents ne manquent pas. Sectes protestantes au Guatemala surtout, où elles représentent les milices armées du pouvoir ; marxistes (sandinistes) au Nicaragua où les « ouailles partie prenante des deux pouvoirs sont tout de même très minoritaires. C'était là le second problème pour cette pauvre tiare. Imposer l'orthodoxie (ce qui, pour un catholique, est tout de même un comble !), et tâcher de ramener dans le droit chemin (celui de la mentalité bienveillante) les curés « rouges », autres bêtes à scandale. Voilà pour la topographie.

C'est un symbole que l'avion des lignes Iberia a débarqué le 2 mars à San José du Costa Rica. Un symbole d'« amour, de concorde et de paix », dont le voyage est le « triomphe », a-t-il d'ailleurs déclaré. Sceptiques, vous souriez ? Le lendemain de l'atterrissage de l'envoyé du ciel en Amérique latine, le général

président Rios Montt, qui, manque de bol, n'est pas un saint, faisait fusiller six jeunes guérilleros. Oui, mais lui, il est protestant, c'est pas un bon chrétien ! Ce brillant militaire est par ailleurs « un homme d'une grande intégrité », a même déclaré Ronald Reagan. Il le prouve en combattant avec férocité la vermine oppositionnelle (huit mille morts ces neuf derniers mois) et par le génocide indien qu'il perpétue en ses frontières. Une simple application des déclarations du pître en blanc, finalement, qui condamne également capitalisme et collectivisme. Le dictateur anti-collectiviste ne s'est pas fait prier.

L'idée de visite au Salvador n'est pas moins amusante. Un rire grinçant, il est vrai. La Démocratie chrétienne est la principale coalition gouvernementale salvadorienne, elle-même serviteur des Etats-Unis. Elle y est alliée à l'extrême droite, hostile à l'Eglise trop proche, selon elle, des forces de gauche ! En clair, l'autre tombe là-dedans comme un cheveu sur la soupe (et laquelle !) et vient par dérision prôner l'unité de sa secte !

Tout ceci pour toucher du doigt l'imbraglio des contradictions dans lesquelles baignent papes et sous-papes. Ho Karol ! pour renverser la vapeur ne te faudrait-il admettre que la mécanique est grippée ? Prétendre que l'Eglise doit s'occuper de soulager les âmes, alors que ces populations pataugent dans leur sang, que Reagan veut obtenir de son Congrès soixante millions de dollars pour une aide militaire accrue au Salvador,

n'est-ce pas cela, l'utopie ? Vouloir ne s'occuper que de religiosité quand famines, catastrophes naturelles et militaires s'abattent sur ces terres, n'est-ce pas de la lâcheté ? Demander à ces misérables de prier quand on les abat, de « laisser la vie sauve à ceux qui rendront les armes », — la « paix digne » —, n'est-ce pas ignoble ?

Oh oui, le terrain est propice pour les marchands de vide, quand ceux qu'ils haranguent ont la tête vidée de réflexion et qu'il ne reste plus que douleur et peur ! Dis, Jean-Paul, quand tu as serré les mains de l'assassin-général-pasteur-président du Guatemala, tu n'as pas eu honte (même un peu), eu égard aux miséreux du coin ? Est-elle plus ou moins sale, cette main, que celle du président à vie Duvalier, en Haïti ? Ton seul souci y fut-il vraiment de préserver tes catholiques du très officiel vaudou ?

Hideux charognard et riche attifé, il est une crucifixion à te souhaiter. Voire cette fallacieuse idéologie dogmatique qui est tienne, cet énorme mensonge cloué entre les terribles réalités et la volonté non moins tangible des hommes de modifier ces réalités.

Sans doute, d'ailleurs, les dirigeants du Vatican perçoivent-ils cette impasse de la religion, peut-être même savent-ils son mensonge fondamental, mais s'obstinent-ils, comme cheval aveugle, à faire tourner l'affaire, comme une béquille qui serait nécessaire à l'ordre humain. Entendez celui des possédants.

G.C.

## D.O.M... Le changement ?

**L**ES aménagements gouvernementaux sur le mode de scrutin et les prérogatives des assemblées régionales des départements d'Outre-Mer (voir ML des 16 et 23 décembre 82) n'ont que partiellement portés leurs fruits. Majoritaires en pourcentage, les élus de gauche ne sont pourtant majoritaires en sièges qu'à la Martinique, grâce à une alliance PS-PC-Parti progressiste. Scrutin proportionnel oblige, ce sont diverses petites organisations — syndicalistes (qui semblent avoir une curieuse conception du rôle syndical) en Guyane et centristes en Réunion — qui feront la différence dans les votes décisionnels, tandis qu'en Guadeloupe l'élimination des listes recueillant moins de 5% des suffrages confère paradoxalement la majorité absolue des sièges aux partis de droite (vingt-et-un sièges sur quarante).

Les déplacements de Mauroy en personne et les bains de foule si gratifiants pour l'électeur potentiel n'ont pas suffi à soulever un victorieux ras-de-marée tropical. L'électorat des DOM est très attentif aux sirènes politiques du moment, votant à droite à une élection, à gauche à la suivante dans la meilleure tradition du pilotage à vue... sur la couleur de l'Elysée et du Parlement !

La pérennité de cette soumission électorale à la métropole s'explique notamment par l'inquiétude — et la crédulité — de ces populations ne bénéficiant pas d'un développement économique réel, embryonnaire dans bien des secteurs, et qui s'accrochent au véritable cordon ombilical que représentent les circuits commerciaux vitaux d'import/export et les subventions chroniques qui permettent à l'administration colonialiste d'exercer localement sa tutelle.

Dans les DOM comme ailleurs, le système de représentation électorale, fierté des démocraties occidentales, oscille inlassablement entre deux voies : l'omnipotence autoritaire d'un parti dominant ou les douteuses vertus des alliances pisseuses. Ainsi toutes les décisions relevant de ces nouvelles assemblées régionales ne peuvent être adoptées qu'à la suite de subtils jeux d'alliances ponctuelles entre partis et organisations diverses, les programmes et les décisions étant fatalement et systématiquement édulcorés par la nécessité d'établir des terrains d'entente en vue du vote final.

La concession et la demi-mesure deviendront de véritables et inévitables méthodes de travail. Dans ces conditions, et dans les faits, où se situera le primordial ? Dans les intérêts immédiats des organisations et partis ou dans l'intérêt des familles démunies et des travailleurs ?

Je laisse au lecteur le soin d'apporter la réponse !

B. ROUSSELOT





R.F.A.

## Le journal « Anarko »

EN 1980, plus de cent mille réfugiés politiques turcs vivent en R.F.A. La plupart d'entre eux sont proches des courants gauchistes, marxistes-léninistes ou stalinien. Mais parmi eux, il y a aussi un petit groupe d'anarchistes. Le fruit des discussions internes de ce-groupe sur la lutte révolutionnaire et autres aspects de l'anarchisme a été le journal *Anarko*, feuillet d'informations libertaires (et non organe théorique du groupe anarchiste turc), qui, dans un langage simple, explique les conceptions libertaires.

Le thème important abordé par *Anarko* a été l'anarchisme comme projet d'organisation de la société. Cinq points, nécessaires à la concrétisation de ce projet, ont été développés :

- 1) le communalisme ;
- 2) le collectivisme ;
- 3) l'autonomie des communes et des divers organes de fonctionnement ;
- 4) le fédéralisme, méthode d'organisation opposée au centralisme ;
- 5) l'internationalisme contre la discrimination raciale et ethnique.

Les compagnons turcs se sont aussi penchés sur l'anarcho-syndicalisme et l'anarcho-fémisme.

Mais leur journal ne pouvait survivre sans l'aide des compagnons allemands, aide qui n'a malheureusement pas abouti. Au sentiment d'isolement social vint s'ajouter celui d'isolement politique. *Anarko* ne paraît plus. Une preuve supplémentaire de la nécessité de développer la solidarité internationale.

R.F.A.

## Anarchisme dans la Ruhr

LA rencontre franco-allemande de novembre 1982 a contribué en partie à redynamiser les activités anarchistes dans la Ruhr.

Depuis, un groupe de compagnons s'est réuni et a tenté de concrétiser le projet de boycott des élections législatives retenu lors de cette rencontre.

Nos camarades allemands ne se

font pas d'illusions sur le succès de leur intervention — vu les forces en présence et leur faible nombre — mais malgré tout ils estiment qu'il est indispensable d'expliquer qu'il existe une autre voie à la gestion de la société que le parlementarisme, en s'adressant plus particulièrement à la frange de la population qui mise sur les « alternatifs ».

## L'anarchisme en Suisse

« Une démocratie modérée »

Grâce à une constitution relativement souple, la Suisse a été, au siècle dernier, une terre d'asile pour les réfugiés politiques, et pour les anarchistes notamment. Mais les habitants de la Suisse ont toujours éprouvé quelques réticences aux idées libertaires, surtout après la création d'un parti social-démocrate où s'amorça le virage réformiste. On ne croyait pas à la révolution, mais à l'Etat démocratique qui avait déjà fait ses preuves.

La Suisse connut peu de troubles sociaux et fut épargnée par les désastres des guerres successives. Derrière le rideau de l'humanisme, du pacifisme, de la propreté, de la neutralité et de la sécurité, des trafics peu recommandables se perpétuaient sans pour autant être menacés, ni de l'intérieur ni de l'extérieur.

Jusqu'en 1899

L'anarchisme en Suisse, c'est avant tout l'histoire de la Fédération jurassienne de 1868 à 1880. La présence d'hommes tels Bakounine, Kropotkine, Reclus et Brousse a marqué la région jurassienne, impulsant un mouvement dont le plus connu de ses défenseurs fut James Guillaume. L'autonomie de la Fédération jurassienne s'est exprimée dans le débat théorique sur l'antiparlementarisme et l'abstention aux élections. Mais la crise de l'horlogerie (une majorité importante d'horlogers était membre de la Fédération jurassienne), son industrialisation ainsi que l'émigration de James Guillaume à Paris marquèrent la fin de l'unique mouvement anarchiste existant en Suisse.

Par la suite, seuls des étrangers eurent une activité anarchiste (tel John Most). Beaucoup de futures victimes de la justice de classes

résidaient quelque temps en Suisse, comme Auguste Reimsdorf, exécuté à Vienne, et Michael Schwab, assassiné par l'Etat américain à Chicago, en 1887. Tôt ou tard, les autorités suisses extradèrent tous les activistes étrangers.

De 1900 à 1933

Mais elles ne purent extraditer Fritz Brupbacher, médecin suisse, psychologue et révolutionnaire qui mena la vie dure à la bourgeoisie social-démocrate et aux communistes orthodoxes. Membre du Parti socialiste, puis du Parti communiste, il lui importait avant tout d'éduquer les ouvriers, de leur donner un esprit critique, ce qui, évidemment, n'allait pas dans le sens du PS ou du PC. Résultat : l'exclusion du PS à la veille de la Première Guerre mondiale, et du PC à la veille de la prise du pouvoir par les nazis en Allemagne. Brupbacher connut personnellement les figures de la Révolution russe. Il rencontra Lénine, Trotsky, Kropotkine, Mühsam et le syndicaliste français Pierre Monatte. Il a laissé une œuvre importante.

De 1945 à 1981

Après la mort de Brupbacher, les archives suisses ne mentionnent pratiquement rien à propos de l'anarchisme.

En 1975 parut, dans le forum des lecteurs d'un journal zurichois, un article assez long intitulé : *A la recherche des anarchistes*. Suite à cela, l'auteur de l'article rencontra un professeur d'université qui avait écrit une brochure : *L'Anarchisme et le présent* et le groupe James Guillaume, composé de jeunes Zurichois.

Ce groupe s'est formé en 1970 et a distribué les *Feuillets anarchistes* puis les *Feuillets libertaires*.

En 1974, H. Köchlin lance à Bâle *Akratie*. Tous ces journaux ne paraissent plus.

En automne dernier, une commune du Jura suisse — Vellerat — a fait sensation quand, sans fondement juridique, elle a scissionné du Canton de Berne et s'est appelée « première commune autonome de Suisse ». Ce qui montre que dans le Jura suisse l'anarchisme reste latent dans une large frange de la population.

Le Jura reste toujours une terre de prédilection pour les libertaires. A la Chaux-de-Fonds, un groupe édite *Le Réveil anarchiste*. Un autre groupe, en Suisse francophone, s'occupe à Genève du CIRA (Centre international de recherches sur l'anarchisme).

Dans le canton de Tessin, les anarchistes de langue italienne ont fondé une « Cooperativa editoriale libertaria » et sortent mensuellement *Azione Diretta*.

En Suisse allemande, il existe des tendances anarchisantes, mais il n'y a pas de structures propres. Une particularité cependant à Berne, où un parti, plus ou moins fantomatique, se targue d'être « socialiste libertaire » !

(Extrait de « Trafik »)



BELGIQUE

## Une journée de l'anarchie à Malines

LE samedi 12 février a eu lieu à Malines une « Journée de l'anarchie » organisée par les compagnons libertaires flamands de Gand, Louvain et Malines. Plusieurs films, plusieurs débats se sont déroulés toute cette journée. Un public assez nombreux : plusieurs centaines de personnes, parmi lesquelles un fort contingent de punks haut en couleurs. Les stands de « Onkruid », « Libertaire Toekomst », « Zwart Rood », « Zwarte Wedowe », ainsi que ceux de quelques groupes d'extrême gauche, des séances vidéo, des performances, un bar, ont été tour à tour visités.

Il faut noter un colloque qui réunissait des militants et des délégués syndicaux sur la question des luttes et du mouvement ouvrier. Tous dénonçaient l'attitude de la bureaucratie syndicale et préconisaient l'émergence d'un nouveau syndicalisme, un syndicalisme démocratique et de combat. C'est ainsi qu'est né le comité « Vakbond en Democratie » (Syndicat et Démocratie).

BELGIQUE

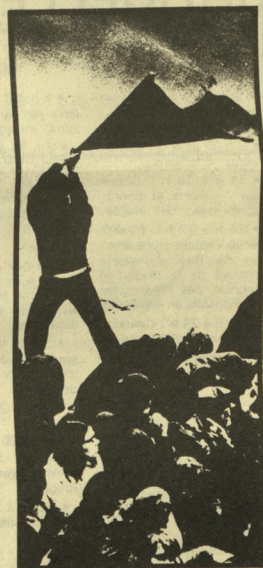
## Contestation des métallurgistes

LE samedi 19 février était organisée, par « Syndicat et Démocratie », une journée de lutte en soutien à Jan Cap, délégué syndical aux chantiers navals Boel. Jan Cap est ce délégué limogé par la bureaucratie de la Centrale chrétienne des métallurgistes pour ne pas avoir respecté la « paix sociale ». Qualifié d'anarcho-syndicaliste, le voici qui apparaît à la « Journée de l'anarchie ». Les bureaucrates ont peut-être raison : les militants syndicaux de Boel faisaient de l'anarcho-syndicalisme sans le savoir ! Encore que ! Il ne faut pas se leurrer : une pratique syndicale démocratique ne conduit pas à un projet de société libertaire.

Cela peut surprendre qu'un tel mouvement puisse naître au sein des organisations syndicales chrétiennes. Cependant, il faut tenir compte du fait que depuis plusieurs années les syndicats chrétiens préconisent l'autogestion. Certes, il s'agit d'une fausse autogestion vu qu'elle ne remet pas le salariat en question. Néanmoins, cette orientation s'est traduite par de nombreuses réunions sur le sujet et fatalement, quand on

parle d'autogestion, on tombe sur des textes d'auteurs anarchistes. Cela même si les bonzes chrétiens sont attentifs à ne pas présenter ces textes ou à les dénigrer. Il y a toujours des curieux qui veulent en savoir plus et qui vont aux sources.

Relevons, pour conclure, l'excellente initiative de l'Alliance libertaire qui choisit ce moment pour éditer, d'ici quelque temps, plusieurs brochures sur l'anarcho-syndicalisme.



## RADIO-LIBERTAIRE

100 000 F

pour la voix sans maître et...  
sans le sou !

**N**OUS devons lancer cette nouvelle souscription pour plusieurs raisons. La première est l'achat d'un émetteur car, comme vous le savez, plusieurs pannes ont encore perturbé le cours de nos émissions, il y a peu de temps. Ensuite, nous voulons améliorer votre confort d'écoute, et ce n'est pas chose facile, surtout lorsqu'une station comme Paris-Fréquence-Montparnasse vient se camper à 89,3 MHz et empêche nos auditeurs des 13<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup> et 15<sup>e</sup> arrondissements et d'une partie de la banlieue sud de nous capter.

La seconde est d'ordre légal. Il existe une loi qui régit les logements parisiens et lorsqu'il y a changement de la fonction d'un logement prévu à l'usage d'habitation, il y a paiement d'un impôt. C'est notre cas.

La troisième raison est tout simplement la fatigue du matériel. En effet, nous fonctionnons depuis plus d'un an 24 heures sur 24 avec le même matériel, et il donne des signes de faiblesse, entre autres notre table de mixage et nos platines-disques.

Ces 100 000 F se répartissent ainsi :

• émetteur .....	40 000 F
• impôt .....	35 000 F
• renouvellement du matériel .....	25 000 F
• Total .....	100 000 F

Vous nous avez prouvé par l'envoi de télégrammes et de lettres et par votre présence à chaque manifestation de Radio-Libertaire que vous n'aviez pas l'intention de nous laisser tomber. Alors, encore une fois, pour que Radio-Libertaire vive, nous vous demandons de répondre présents :

**100 000 F, ce sont mille auditeurs qui souscrivent 100 F !**

Ensemble, nous construisons ce qui n'a jamais existé en France : une radio financée par ses seuls auditeurs, une radio libre.

Radio-Libertaire est la mauvaise conscience de toutes ces radios locales privées qui ont bien vite oublié le combat des radios libres et de la liberté d'expression pour ne laisser la parole qu'au fric et ne satisfaire que leurs payeurs et les intérêts politico-financiers sous-jacents (municipalités, ministères, officines de radios nationales privées, partis politiques, requins de la publicité) et qui n'ont qu'un slogan : « Le monopole est mort, vive le monopole ! »

Nelly

\* Chèques à l'ordre de DMC.

## Le front des radios libres

## DES FAITS

**D**ANS *Le Monde libertaire* n° 473, nous avons commenté le texte du communiqué émanant de la Haute Autorité de l'audiovisuel le 1<sup>er</sup> février 1983. Voici-ci dessous, à la demande de nos lecteurs, le texte de ce communiqué :

La Haute Autorité de la communication audiovisuelle a le souci de mettre rapidement de l'ordre dans l'utilisation par les radios locales privées de la bande FM à Paris. Elle tient d'autre part à permettre l'accès à l'expression du plus grand nombre possible de radios qui ont reçu un avis favorable et ont été placées sur une liste d'attente par la Commission consultative.

Dans cet esprit, elle a obtenu que le nombre de fréquences qui peuvent être attribuées à des radios locales privées à Paris soit porté à vingt, ayant un rayon d'action semblable qui leur permet d'être écoutées par la capitale et sa proche banlieue, et deux limitées à un quartier de Paris.

Ces vingt-deux fréquences doivent permettre de donner accès à l'expression à quatre-vingt-huit radios privées qui se partageront la bande de fréquence de la manière suivante :

- 1) Radio Notre-Dame, Fédération orthodoxe, Radio Scouts de France.
- 2) Radio J, Judaïque FM, Radio Shalom, Radio Communautés.
- 3) Radio Afrique, Radio Berbère, Radio Soleil, Antenne Pili-Pili, Fréquence Sorcier.
- 4) Radio Dom, Radio Cocotier, Neg'Marron, Diaspora 200, Radio Mango, Fréquence tropicale.

5) Radio Rencontre, Radio Beur, Radio Ask, Radio Portugaise parisienne.

6) Radio Capitale, Poste Parisien, Bayard FM, Radio Huma, Radio Unité, Radio Express regroupés en Fréquence Presse.

7) Radio Nova, Radio Ivre, Radio Biennale, Jazzland.

7) Radio Service Tour Eiffel, Radio Vocation, Radio Diapason.

9) Ici et Maintenant, Plurien FM, Radio Gulliver, Radio Fil-Rouge, Radio Week-end.

10) Gilda la Radiopolitaine, Métropole FM, Ado, Thatch.

11) Génération 2 000, Pariphéric, Thèlème, Mégapuce, Tension Médico-Social regroupés en Radio Digitale.

12) Cité 96, Cheap, Espace 1901, Klod.

13) Radio Canaille, Nanas radioteuses, Ecoute Ethnie, Temps des Cerises, Cap sud, Radio Pays, regroupés en Fréquence libre.

14) Mégalo, Boulevard du Rock, Carol FM, Oblique FM.

15) Radio-Fréquence-Montparnasse, comprenant Paris FM, Radio Médico-Social, France Lecture, Radio Sport et Musique.

16) Fréquence Gaie, Arc-en-Ciel, Radio Pink.

17) NRJ, Métropolys, qui négocieront un accord avec Radio Verte.

18) Radio Solidarité, Voix du Lézard, Arlequin FM, Aras.

19) Radio Classique, Radio Latina, Radio Montmartre.

20) Canal 89 (comprenant TSF, Mercure 104 et Amphi X) et Radio-Libertaire qui sont invités à se rencontrer pour négocier.

21) Fréquence Montmartre (radio de quartier).

22) Radio Aligre, Radio 20/20 (radios de quartier).

Chacun de ces regroupements désignera à la Haute Autorité la représentation avec laquelle la Haute Autorité demandera à TDF de prendre contact rapidement pour préciser avec elle l'emplacement de son émetteur, ses caractéristiques, sa puissance qui ne devra pas dépasser 500 W PAR, et la fréquence qui lui est attribuée.

Au reçu des rapports de TDF, la Haute Autorité délivrera les autorisations prévues par la loi.

Elle fera connaître en même temps aux responsables des radios locales privées parisiennes dont la demande n'a pas pu être retenue, qu'ils ont à interrompre leurs émissions afin que soient garanties des conditions d'écoute normales aux radios de service public et aux radios privées qui ont reçu l'autorisation d'émettre.

Un délai de deux mois sera accordé aux radio autorisées pour se conformer aux dispositions techniques qui leur seront fixées.



## NOUVELLE PROGRAMMATION DE RADIO-LIBERTAIRE

## LUNDI

- 6 h à 8 h 30 : *Ne vous levez pas du pied gauche* : infos, musique, chansons.
- 8 h 30 à 14 h : *Micro-musique* : chansons.
- 14 h à 18 h : *Grand Angle* : cinéma et photographie, avec des invités.
- 18 h à 22 h : *L'encre noire de l'histoire* : une émission de Radio-Libertaria l'histoire de la révolution espagnole, des informations, des chansons en espagnol.
- 22 h à 24 h : *Contact* : un thème, un invité et l'intervention des auditeurs au 262.90.51.

## MARDI

- 6 h à 8 h 30 : *Ne vous levez pas du pied gauche* : infos, musique, chansons.
- 8 h 30 à 10 h : *Micro-musique* : chansons.
- 10 h à 12 h : *La mémoire sociale* : l'histoire du mouvement anarchiste.
- 12 h à 14 h : *Micro-musique*.
- 14 h à 18 h : *Le magazine pour rire* : 100% de chansons françaises, des invités de la chanson et du théâtre.
- 18 à 18 h 30 : *Allo maman bobo* : avec des membres du journal *L'Impatient*.
- 20 h à 20 h 30 : *Micro-musique*.
- 20 h 30 à 22 h : *Deux heures sur les genoux de ton Gougoud* : avec Henri Gougoud.
- 22 h à 24 h : *Jazz* : des enregistrements en concert.

## MERCREDI

- 6 h à 8 h 30 : *Ne vous levez pas du pied gauche* : infos, musique, chanson.
- 9 h à 14 h : *Micro-musique*.
- 14 h à 15 h : *A bâtons rompus* : discussion sur un thème avec les auditeurs, au 262.90.51.
- 15 h à 16 h : *Radio esperanto* : émission bilingue.
- 16 h à 17 h : *A bâtons rompus*.
- 17 h à 18 h : *Infos-musique*.
- 18 à 19 h : *Le feuilleton du Coral* : avec le comité de soutien au Coral.
- 19 h à 20 h : *Lycées s'expriment* : avec les lycéens du lycée autogéré du 14<sup>e</sup> arrondissement de Paris.
- 20 h à 22 h : *L'invité quotidien*.
- 22 h à 24 h : *Cérémonie 1984* : émission sur les médias ; un invité.

## JEUDI

- 6 h à 8 h 30 : *Ne vous levez pas du pied gauche* : infos, musique, chansons.
- 8 h 30 à 10 h 30 : *Micro-musique*.
- 10 h 30 à 14 h : *C'est la lutte finale* : l'actualité sociale et politique, revue de presse, un invité.
- 14 h à 15 h : *Bisous-bisous* : avec Yves Frémion.
- 16 h à 18 h : *La vie d'artiste* : des invités (écrivains, scientifiques, artistes...).
- 18 à 19 h : *Infos-musique*.
- 19 h à 20 h : *Rubrique syndicale* : avec des anarcho-syndicalistes de la FA.
- 20 h à 22 h : *L'invité quotidien*.
- 22 h à 24 h : *Sans frontières* : musiques et cultures du monde.

## VENDREDI

- 6 h à 8 h 30 : *Ne vous levez pas du pied gauche* : infos, musique, chansons.
- 8 h 30 à 10 h : *Micro-musique*.
- 10 h à 12 h : *La bourse et la vie des consommateurs* : la parole aux associations de consommateurs.
- 12 h à 14 h : *Le fou parle* : les 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> vendredis avec des membres de la revue *Le Fou parle*.
- 14 h à 18 h : *Le magazine pour rire* : 100% de chansons françaises, des invités de la chanson et du théâtre.
- 18 h à 19 h : *Infos et front des radios libres*.
- 19 h à 20 h : *Radio-Esperanto* (émission en bilingue).
- 20 h à 22 h : *L'invité quotidien*.
- 22 h à 24 h : *Je veux aller sur la rive d'en face* : les arts plastiques.

## SAMEDI

- 9 h à 12 h : *Croissant Show* : émission musicale autour d'un thème ou d'un invité.
- 12 h à 14 h : *Chronique syndicale* : avec des militants anarcho-syndicalistes de la FA.
- 14 h à 18 h : *Radio-Libertaria* : animée par des militants de la CNTE (émission en espagnol, des infos d'Amérique du Sud et d'Espagne).
- 18 h à 19 h : *Ukamau* : rubrique sur les indiens d'Amérique et leurs luttes.
- 19 h à 20 h : *Prisons* : infos, invités, dédicaces.
- 20 h à 22 h : *Prélude* : la parole aux associations, des nouvelles du « front » antimilitariste.

## DIMANCHE

- 9 h à 12 h : *La grasse matinée* : de la chanson, beaucoup de sketches, des invités.
- 12 h à 14 h : *La chanson de Paris* : visite de Paris en chanson...
- 14 h à 15 h : *Anarchie vaincre* : revue de presse et publications FA.
- 15 h à 17 h : *Omnibus 16*.
- 19 h 20 h : *Jazz en liberté* : des invités.
- 20 h à 24 h : *Trisomie 21* : toutes les formes de rock, des invités, les derniers disques, des retransmissions, des infos.

NOTES DE LECTURE

Des municipalités... à la commune libertaire

Edité par le groupe Louise-Michel de la F.A.

Le groupe libertaire Louise-Michel vient de publier une brochure (1) composée d'une dizaine de textes dus à ses militants et à leurs amis. Le sujet en est l'élection municipale, ou plutôt non : les élections sont le prétexte à une analyse solide sur la cité, analyse qui est à la fois historique, théorique, pratique, voire électorale, et dans laquelle aucun problème que pose la commune dans le cadre du système capitaliste — mais également dans celui d'une société libertaire — est resté dans l'ombre. C'est un travail qui s'imposait, car on ne pouvait plus s'en tenir simplement au traditionnel « Elections, piège à cons ». Des questions se posaient auxquelles il ne suffisait plus de répondre par une pirouette. Le texte d'Antoine Laverdure — qui analyse à travers une réflexion solide les positions d'extrême gauche au cours de la campagne électorale qui s'est déroulée en Allemagne — le démontre amplement. Comme ce fut déjà le cas en Hollande et ailleurs, l'abandon de la théorie révolutionnaire au profit d'un opportunisme et d'un réformisme « raisonnable » préconisé par les « verts » et le « courant alternatif » conduira fatalement les militants piégés par cette « facilité » à servir de tampon ou d'appoint aux grands courants politiques qui se disputent le pouvoir.

Dans une étude sans complaisance, Jean-Marc Raynaud pose le problème du mécanisme intellectuel des foules devant le problème électoral et il nous explique les difficultés de faire prendre conscience au citoyen — pas forcément un imbécile d'ailleurs — de ses possibilités de gérer lui-même ses affaires. Mais cette commune pour laquelle nous demandons d'être des conseillers municipaux avec une délégation de pouvoir de six ans, Roland Bosdeveix nous la situe dans ses structures actuelles comme un rouage essentiel de l'Etat jacobin ; alors que Serge Canape, reprenant une idée répandue dans certains milieux libertaires, essaye de déterminer l'intérêt de la présence de conseillers municipaux libertaires au sein des assemblées qui dirigent la cité. Il le fait avec des arguments qui ne manquent pas de poids, même si l'expérience des hippies à Amsterdam n'est pas concluante. Même si Thyde n'est pas partisane de notre participation à la grande kermesse électorale, on sent chez elle une préoccupation qui rejoint celle de Canape et qui est celle de l'efficacité de la démarche anarchiste dans le cadre-même de la société capitaliste, et elle a bien vu ce phénomène de ces dix dernières années qui est l'influence considérable qu'ont pris les associations de tous ordres, qui se répandent et font contre-poids aux partis dans les villes ; et lorsqu'elle préconise une action incisive à travers les associations pour peser sur les conseils municipaux, elle a probablement raison, mais encore faut-il sortir de sa tour d'ivoire et participer à ces associations, ce que fait — dans une certaine mesure, le groupe Louise-Michel.

J'ai choisi dans cette brochure de vous parler de quelques idées que nos camarades essaient de cerner, mais il en existe bien d'autres, plus théoriques et plus techniques, que le lecteur découvrirait avec intérêt.

Tous ces textes sont pensés avec rigueur et écrits avec soin. Ils renouvellent un sujet qui, immanquablement, subit l'évolution économique et politique de la société. Ils posent cet immense point d'interrogation que certains résolvent avec désinvolture : comment faire vivre dans une commune des hommes et comment coordonner les efforts d'hommes qui travaillent ensemble pour alléger leur peine et qui refusent d'aliéner leur liberté. Cette réponse, que nous nous efforçons de donner à l'échelle de la commune, conditionne la société libertaire de demain.

Des municipalités... à la commune libertaire est le travail le plus moderne fait par des militants sur ce problème difficile des élections municipales. Il sera pour nos militants — et pas seulement pour eux — un outil de travail irremplaçable.

Maurice JOYEUX

(1) Editions La Rue. En vente à la librairie du Monde libertaire : 14 F.

Mort accidentelle d'un anarchiste

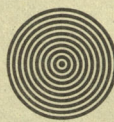
\*\*\*

de Dario Fo

HISTORIQUEMENT, la satire et le pamphlet ont toujours été des instruments de démythification vis-à-vis des pouvoirs en place, des habitudes et de l'idéologie dominante de l'époque. Il faut remonter très loin dans l'antiquité pour en retrouver l'origine. L'Italie vit naître la « Comedia dell'arte » avec ses Polichinelle, Arlequin et autres Pantalons. La traduction française se trouvant en partie dans le théâtre de Molière.

Plus près de nous, en France, nous eûmes Guignol et Gnafron qui rissaient à qui mieux-mieux les gendarmes et la bêtise (pléonasmisme !).

Sélection radio-TV



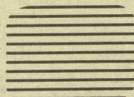
Radio

— France-Culture : Le 12 mars à 14 h 05 : Pouchkine, le poète russe. Pouchkine, sa vie, son œuvre.

Le 13 mars à 20 h 05 : Nouvelle poésie belge, avec deux poètes belges : Jacques Isoard et Marcel Van Maele.

Le 15 mars à 11 h 02 : Paris-Kinshasa, percussions et musiques zaïroises.

Le 15 mars à 20 h : Philosophie et architecture, avec Daniel Payot, assistant en philosophie et en arts plastiques à l'Université des Sciences humaines de Strasbourg et Bruno Queyenne, enseignant de philosophie et d'histoire à l'école d'architecture de Grenoble.



Télévision

— TF1 : le 17 mars, à 22 h : un continent perdu. Ce soir, le récit du pays de Chalosse, à l'époque où la chanson constituait le seul moyen d'expression populaire vivant.

— A2 : le vendredi 18 mars, à 23 h : le ciné-club nous propose, dans le cycle Satyajitray, La trilogie d'Apu (1955). A la découverte de la plus forte production cinématographique du monde.

Le mardi 22 mars, à 19 h 45 : Le théâtre de Bouvard, avec Sèvres, Péronni, Laguerie et tous les copains de Radio-Libertaire.

Le 22 mars, à 20 h 40 : Le Tombeur de ces dames (1962). Comédie américaine de et avec Jerry Lewis : à pleurer de rire !

Le 24 mars, à 15 h 05 : Chotard et Cie (1933). Long métrage de Jean Renoir qui nous permettra d'apprécier la nostalgie.

— FR3 : le 20 mars à 21 h 55 : aspect du court métrage : L'Artiste créa la femme et La Fleur.

Le 22 mars, à 22 h 30 : Une minute pour une image (n° 51) d'Agnès Varda... Ça vaut le coup-d'œil.

Le 24 mars à 20 h 40 : On s'est trompé d'histoire d'amour (1973). Un bon moment offert par Bertuccelli et Coline Serreau.

La conjugaison de toutes ces expressions nous donne aujourd'hui les bouffonneries de Dario Fo.

La compagnie Darry-Echantillon nous offre, avec talent et brio, au théâtre La Bruyère, la Mort accidentelle d'un anarchiste, inspirée d'un macabre « fait divers » : au commissariat de Milan, un homme passe par la fenêtre et s'écrase cinq étages plus bas. Suicide, accident, bavure ?

Dario Fo mène une enquête folle et condamne avec férocité l'appareil politico-judiciaire. La farce, l'insolence, la bouffonnerie débuisquent, démasquent

CHACQUE semaine, dans Le Monde libertaire, des animateurs de Radio-Libertaire présenteront leur émission. Rubrique à l'attention de nos auditeurs, mais également à celle des amis de Radio-Libertaire vivant en France et à l'étranger et ne pouvant nous écouter.

L'espoir est facile, mais la rencontre est difficile...

TITRE un peu bizarre pour inaugurer cette rubrique qui vous parlera en détail des différentes émissions de Radio-Libertaire, mais qui s'accorde parfaitement avec le style de l'émission Contact (tous les lundis, de 22 h à 24 h).

Un thème est choisi par les auditeurs ou par les animateurs et est développé en direct pendant les deux heures que dure l'émission. Nombreux sont ceux qui commencent à prendre l'habitude d'appeler au 262.90.51, et bien que certaines personnes n'osent pas s'aventurer sur l'antenne, la plupart y trouvent un réel plaisir, même si elles patientent parfois de longues minutes puisque le temps des interventions n'est pas limité. C'est un choix des animateurs qui veulent favoriser la rencontre, comme l'indique le nom choisi pour l'émission, et laissent donc filer les discussions même lorsqu'elles sortent du sujet abordé.

D'accord ou pas d'accord, tout le monde peut donner son avis, et ces deux heures sont un cadre privilégié pour la liberté d'expression.

Contre toute attente d'ailleurs, toutes les possibilités qu'offre « Contact » ne sont pas utilisées, notamment au sujet des annonces, et ce n'est pas faute d'encourager les initiatives puis-

qu'une fois par mois, les animateurs de « Contact » donnent rendez-vous aux auditeurs de Radio-Libertaire pour des sorties « randonnées » ou des journées « escalades » au cours desquelles une quinzaine de personnes se retrouvent soit pour briser une certaine solitude, soit pour l'activité proposée, soit simplement pour faire connaissance. Nous vous rappelons donc que vous pouvez proposer ce que vous voulez ; activités diverses, rencontres autour d'un thème, recherches quelconques, etc. L'annonce est faite en direct et vous fixez un point de rendez-vous pour les personnes éventuellement intéressées, et ce n'est que lorsque cela deviendra un réflexe que l'émission réalisera pleinement l'ambition qu'elle s'est fixée.

« Contact », c'est aussi de la poésie « pratique » ; poèmes, chansons (d'auditeurs), textes d'humeur, états d'âme, « tranches de vie », etc. En direct ou sur cassette. Des invités, qui sont souvent des auditeurs nous ayant proposé un thème et qui ont préparé et fait l'émission avec nous.

« Contact », enfin, c'est la porte ouverte à tous les désirs, à toutes les peurs, à l'imagination.

Il ne tient qu'à vous d'y participer. Serge et François

Prochains invités de Radio-Libertaire

- Mercredi 9 mars : « Tam Tam » (9-14 h) : l'armée au quotidien, Louis Lecoq, le protocole Hernu/Savary, être insoumis en 1939.
• Le feuilleton du Coral » (18-19 h) : avec Claude Sigala.
• L'invité quotidien » : le chanteur argentin Higinio Mena.
• Cérémonie 1984 » : Cairn (lieu d'artiste travaillant sur la vidéo.
• Jeudi 10 mars : « C'est la lutte finale » (12-14 h) : avec G. Balkanski autour de son livre : Libération nationale et révolution sociale.
• Vendredi 11 mars : « La bourse et la vie des consommateurs » (10-12 h) : reçoit « Allo stop voiture ».
• L'invité quotidien » (20-22 h) : Le MRAP : la vie d'une section.
• Je veux aller sur la rive d'en face » (22-24 h) : à propos du salon de la jeune peinture.
• Samedi 12 mars : « Croissant show » (9-12 h) : à propos de la journée internationale des femmes.
• Prisons » (19-21 h) : avec Serge Livrozet.
• Dimanche 13 mars : « Trisomie 21 » (20-24 h) : spécial « Cure » (deuxième partie).
• Lundi 14 mars : « Grand angle » (14-18 h) : le festival international du film de femmes, avec une réalisatrice allemande, une projectionniste, la programmatrice du festival. Le ciné-débat : Louis Delluc.
• Mercredi 16 mars : « Cérémonie 1984 » : Divine Comédie (opéra rock).

la sordide vérité.

Le rire énorme qui nous plie en quatre sur notre fauteuil réveille notre esprit critique et on ne peut s'empêcher de penser.

De penser à Pinelli, bien sûr, mais également à Sacco et Vanzetti, et puis également au complot de la Scala qui fit condamner des militants de la CNT, et puis encore... et puis tant d'autres.

Bref, l'utilisation par le pouvoir de la terreur ; la manipulation des faits et des hommes a toujours été un moyen pour l'Etat d'assurer sa pérennité répressive et coercitive.

Mort accidentelle d'un anar-

chiste démonte les mécanismes de collusion qu'il y a entre la Démocratie chrétienne, le Vatican et la Mafia, entre la bourgeoisie peureuse et les agitateurs poseurs de bombes d'extrême-droite.

Cette pièce accuse la nature totalitaire et terroriste de tous les Etats.

Véritable bombe accusatrice, gare à qui se trouve sur l'onde de choc et attention qu'il ne reçoive un éclat de rire vengeur.

Joël SAINTIER

Mort accidentelle d'un anarchiste, théâtre La Bruyère, Paris-9e, tél. : 874.76.99. Jusqu'au 27 mars.

## Qu'ils se dépatouillent avec leur système bordélique !

LES ordinateurs ont craché les indices de janvier tout juste avant les idées de mars, en pleine foire électorale. Bien entendu, il fallait prendre pour ce qu'ils valent (c'est-à-dire bien peu de chose) les « arguments » que la droite et la gauche n'ont pas manqué de se lancer à la tête durant toute la semaine, avant le premier tour des municipales.

Ce qui nous importe, c'est la signification des chiffres publiés. L'augmentation de 0,9% des prix de détail — simple périodicité pour Mauroy — montre que le gouvernement ne gagnera pas facilement son pari : pas plus de 8% en 1983. D'autant plus que les hausses des tarifs des services publics ont été retardées... pour mieux sauter après le 13 mars !

Cette flambée de janvier prouve bien, en tous les cas — mais en était-il besoin ? —

que ce ne sont pas les salaires qui poussent les prix, contrairement à ce qu'ont rabâché les tartuffes de tout poil à propos de l'indexation d'où venait tout le mal... Après avoir été bloquées, les rémunérations ont été corsetées par de multiples accords obtenus grâce au consensus syndical. Pas plus de 8% pour l'année, a décrété le pouvoir, et le patronat ne se l'est pas fait dire deux fois... Or, voici que les prix s'envolent d'ores et déjà pour un rythme annuel de plus de 11%.

Parmi les causes de l'inflation, il en est dont on ne parle guère, bien sûr : par exemple le poids du budget militaire. Et l'irrésistible propension des industriels et des commerçants à donner des coups de pouce à leurs tarifs pour s'assurer un profit immédiat et maximum.

Autre chiffre inquiétant : les 9,6 milliards de déficit du com-

merce extérieur. Mais Mauroy ne se départit pas de son tout rose optimisme : puisque le déficit augmente, dit-il, nous le diminuerons davantage, de quarante milliards au lieu de trente... Avouez que c'est tout simple et qu'il suffisait d'y penser. Reste à savoir comment s'y prendre.

Selon Jobert, ce déficit a deux causes : les lacunes de la production industrielle française et le choix des consommateurs. Et sa chanson ressemble à celle du PCF : « Produire et acheter français »...

Il est sûr que l'hémorragie de devises ne pourra s'éterniser. S'il est vrai que l'industrie n'est pas en mesure de faire face à toute la demande, ce n'est pas en quelques mois que la situation pourra se modifier. D'autant plus qu'en période de crise profonde et de concurrence exacerbée les économies en position de

faiblesse relative (par exemple la France par rapport à l'Allemagne) subissent plus fortement les conséquences des perturbations. Il ne faut pas oublier enfin qu'il en est pour les flux commerciaux comme pour le reste de l'économie : ils ne s'établissent pas en fonction des besoins de la population, mais de la recherche du profit par les industriels et les négociants.

Et vouloir établir des rapports équilibrés dans cette jungle capitaliste est une vue de l'esprit.

Le pouvoir se donne deux ans pour redresser la situation. Et il place beaucoup d'espoirs dans la baisse du baril... Mais à part ça, de quels moyens dispose-t-il réellement ? Un retour au protectionnisme paraît exclu. En revanche, une nouvelle dévaluation (de l'ordre de 8% par rapport au mark) semble inévitable. Et selon les experts,

elle devrait s'accompagner de nouvelles mesures de rigueur pour réduire la consommation des ménages, mais une telle réduction ne pourrait-elle pas toucher tout autant la production nationale que les importations ? D'où le risque d'aggraver le chômage. On n'en sort pas !...

Inflation, déficits... Les travailleurs et tous ceux qu'on appelle les « petites gens » ne sont en rien responsables de cette gabegie, mais ils seront néanmoins invités à en payer la note.

Ils devront résister, se battre, repousser les appels à la « solidarité ». Que ceux qui justifient leurs prébendes et leurs privilèges par leur « compétence » et leurs « responsabilités » se dépatouillent avec leur système bordélique. Ou qu'ils aillent s'inscrire à l'ANPE !...

S. BASSON

## La « nouvelle solidarité » Capital-Travail

PENDANT que Mauroy jure ses grands dieux qu'il n'a pas de deuxième plan de rigueur dans ses tiroirs, le IX<sup>e</sup> plan quinquennal (1984-1988) est, lui, activement préparé. Ce plan est, rappelons-le, purement indicatif et ce sont le gouvernement et le Parlement qui, en théorie, choisissent les grandes orientations. Est-il nécessaire de souligner que les décisions d'un pouvoir politique, fût-il coloré en rose, ne sont que les résultantes des pressions exercées par les grandes féodalités, les divers secteurs capitalistes, privés ou d'Etat, qui conservent par ailleurs toute latitude de conduire leur barque en fonction de leurs seuls intérêts ?

Les « représentants » des catégories socio-professionnelles qui, sous la houlette du Commissariat au Plan et du ministre Rocard, élaborent des scénarios, prétendent à une rigoureuse objectivité. En purs techniciens ils observent, auscultent, scrutent, dissèquent, pèsent, comptent et se prononcent. En vérité, il n'y a pas de neutralité en la matière et les « modèles » construits portent obligatoirement l'empreinte de l'idéologie et des intentions de leurs auteurs. Et il n'y a rien de surprenant à ce que tous les rapports préparatoires du IX<sup>e</sup> plan s'accordent pour nous annoncer des lendemains de sacrifices...

« L'inter-groupe emploi » du Commissariat nous prévient : empêcher qu'il y ait trois millions de chômeurs en 1988 ne pourra « se faire sans effort ni sacrifices ». Même avec des réductions d'horaires importantes (les 35 heures en 1988), les scénarios envisagés prévoient une forte augmentation du chômage. Quant aux sacrifices préconisés, ils concernent « aussi des salariés, des fonctionnaires, des enseignants et peut-être aussi des demandeurs d'emploi et des jeunes ». Avouez qu'il faut une bonne dose de cynisme pour demander ainsi aux chômeurs de se sacrifier sur l'autel de la lutte... contre le chômage !

### Le concert des tartuffes

Les rapporteurs du plan sont d'accord pour les réductions d'horaire, mais à condition de les « associer à un partage de travail ». La généreuse intention !...

Le « partage du travail » aurait une signification et serait même un problème essentiel... dans une économie socialiste libertaire ! Il s'agirait en effet de produire les biens nécessaires avec le concours de tous et de régler, en commun, l'organisation et la durée du travail.

Dans la jungle capitaliste, quand il y a du chômage, ce n'est pas parce que tous les besoins sont couverts par la production, mais parce qu'il n'y a plus de clients solvables. La mécanique se grippe sous l'effet de contradictions irréductibles, et parler de résoudre le problème par le « partage du travail » est une fumisterie. Tous les tartuffes lancent, à l'unisson, des appels pathétiques à la solidarité pour faire admettre les amputations de salaires qui devraient accompagner désormais toute réduction d'horaire.

### Solidarité à sens inique

L'offensive va se développer dans deux autres directions sous des formes plus subtiles. Il s'agit tout d'abord d'aménager les horaires pour mieux utiliser les machines, « maintenir les capacités de production » pour « dégager des gains de productivité ». Déjà, en décembre 81,

Mauroy déclarait : « la diminution du temps de travail ne peut se faire que s'il y a dans le même temps augmentation de la productivité : il faut que les machines puissent tourner du lundi matin au samedi soir ». Des accords ont été signés dans ce sens dans un certain nombre de branches, en 1982. Ils visent à faciliter le travail de nuit, notamment pour les femmes, à permettre les postes les plus bicornus pour travailler y compris le samedi et le dimanche. Pour les rapporteurs du plan, il est nécessaire de développer ces pratiques qu'ils baptisent « nouvel horaire de solidarité des trente-cinq heures »... Admirable formulation !

### Le piège du « temps partiel »

L'autre objectif de l'offensive, c'est le travail à temps partiel. C'est une suggestion qui peut paraître intéressante, mais qui, en réalité, dissimule quelques filouteries. Si certains salariés peuvent y trouver, en effet, une solution de dépannage, la généralisation du travail à temps partiel arrangerait encore mieux les patrons et le pouvoir. D'abord parce que maints demandeurs d'emploi, à défaut d'autre chose, accepteraient de tels postes et les statistiques gouvernementales enregistreraient une baisse du chômage. C'est l'avis de Jacques Meraud, déjà cité qui, de plus, démontre quels avantages le patronat peut retirer de la formule. « C'est, dit-il, une solution souple qui peut s'adapter à de nombreux postes de travail ». Et il cite de nombreux cas où les salariés « pourraient travailler en binôme ; leur productivité y gagnerait même sans doute assez souvent ». Eh oui ! Il est bien connu, en effet, que le rendement diminue en fin de journée, au fur et à mesure que la fatigue augmente. En travaillant une demi-journée, le salaire est divisé par deux... mais pas la production ! C'est ce qui explique sans doute le développement d'une campagne, non seulement en France où le temps partiel pourrait concerner plusieurs centaines de milliers de postes de travail, mais aussi dans tous les pays de la CEE.

Dans le « Bilan économique et social » de 1982, Jacques Meraud, inspecteur général de l'INSEE, écrit à ce propos : « cela pourra poser des problèmes humains (horaires anormaux, travail de nuit), mais cela accroîtra la productivité du capital ». On ne peut montrer plus clairement dans quel sens jouera la « solidarité » en question. Les patrons revendiquaient ces aménagements depuis longtemps. En leur donnant satisfaction, la gauche et les syndicats qui ont déjà signé des accords et qui en avaliseront probablement bien d'autres, vont à l'encontre de toutes les luttes conduites depuis des décennies pour l'amélioration des conditions de travail.

### La France « socialiste » à l'avant-garde

La protection sociale est évidemment dans le colimateur des rapporteurs du plan qui, dans tous les cas de figure envisagés, annoncent une rigueur accrue, avec, bien entendu, une majoration des cotisations (par exemple : + 0,8 point par an, déflationné). Dans ce domaine, le matraquage de l'opinion va s'intensifier, et cela à l'échelle internationale. Ainsi, le Conseil de l'Europe réuni à Madrid en septembre dernier avait déclaré que « la difficile situation économique et ses conséquences imposent des limitations

considérables ». De son côté, la Commission de Bruxelles invite les gouvernements européens à un « réexamen global ».

La France socialiste n'est pas en retard dans ce domaine. Déjà un train de mesures a été lancé qui ne figurait pas, et pour cause, au programme électoral de la gauche : ticket modérateur augmenté pour plus de mille médicaments, majoration des cotisations (et nouvelles cotisations pour les pré-retraités), forfait « hôtelier », taxes spéciales sur l'alcool et le tabac.

On nous rebat les oreilles à propos du montant des « prélèvements obligatoires » qui atteignent, nous affirme-t-on, un taux à la limite du supportable : 43,9%. Mais les prélèvements sociaux ne représentent que 18,8%, le reste comprend toutes les recettes fiscales qui alimentent le budget de l'Etat. Et rappelons à ceux qui font semblant de l'oublier que 20% de ce budget sont consacrés aux dépenses militaires (16 000 milliards de centimes en 1983)...

Dans leur rapport « Emploi, revenu, solidarité », ces messieurs du plan préconisent un « effort contributif supplémentaire » afin de « concilier la solidarité avec le dynamisme économique et social ». Ils camouflent leurs propositions derrière une terminologie technocratique qui a l'avantage de laisser subsister bien des ambiguïtés. Ainsi, ils parlent de « réguler l'offre de soins » pour dire qu'il faut réduire les dépenses de santé. A propos du SMIC, ils souhaitent que la « hiérarchie ouvrière » ne soit pas excisée. Les retraites ne devraient plus être totalement indexées sur les salaires (qui eux-mêmes...). La « refonte fondamentale du prélèvement social » remplacerait une partie des cotisations par une contribution prélevée sur les revenus, y compris les indemnités journalières de maladie et les retraites... Les allocations familiales seraient financées de cette manière, ce qui soulagerait d'autant les patrons.

Toute la question est là, en effet. Comme le souligne, en l'approuvant manifestement, Jean-Pierre Dumont dans *Le Monde*, l'objectif de ces divers rapports est, notamment, de « protéger l'investissement et dynamiser l'industrie en allégeant ses charges ». Pour faire passer la pilule, Dumont explique que les plus riches doivent « admettre qu'un partage des revenus est nécessaire pour sauver l'essentiel ». Quelle hypocrisie ! Comment mettre sur le même plan les « sacrifices » qu'on serait bien obligé de demander aux milliardaires (voir la grande misère de l'impôt sur la fortune !...), aux PDG, aux professions dites « libérales » dont les revenus sont incontrôlables et les conséquences des mesures préconisées pour les ouvriers, les pré-retraités, les retraités, les chômeurs dont on a déjà bien rogné les droits.

Avec 25,8% du PIB consacré aux dépenses sociales, la France ne vient qu'au cinquième rang en Europe. Mais les économistes distingués affirment qu'il faut comparer maintenant avec le Japon et les pays « nouvellement industrialisés ». N'est-ce pas là, en effet, tout un programme ? En cette période de concurrence exacerbée, il s'agit d'assurer aux capitaux engagés dans les pays industrialisés d'Europe un taux de profit suffisant eu égard à ce qu'il est dans d'autres contrées. Il n'y a pas d'autres moyens pour cela que de revenir sur des conquêtes sociales chèrement acquises dans les décennies passées.

S. BASSON